

MÉMO

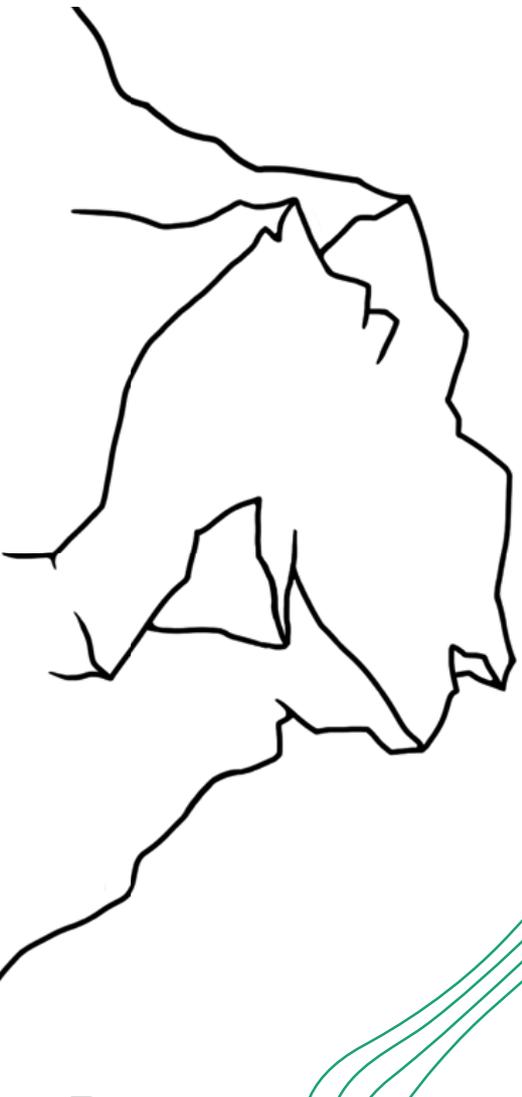
Le magazine de l'ÉMI-CFD
N° 3 nouvelle série - Avril 2020

LIBRE



CLIMAT

Les esprits s'échauffent



59 - OURS

58 - BRÈVES

54 - POUR LA FIN DU MONDE, PRENDS TA VALISE

50 - L'AVENIR AVEC OU SANS ENFANT ?

49 CATASTROPHISTES

45 - EMBUSCADE AU PIED DE L'ASSEMBLÉE

41 - SPORTS MÉCANIQUES : BRUIT, FUREUR ET CO₂

40 SCEPTIQUES

36 - LE LITTORAL AU BORD DU GOUFFRE

32 - EXTINCTION REBELLION FÉDÈRE LES GÉNÉRATIONS

28 - LA CGT MET DU VERT DANS SON ROUGE

24 - EN LUTTE POUR DÉPOLLUER LE MÉCÉNAT

23 ACTIVISTES

19 - LES ZADISTES EXPÉRIMENTENT UNE UTOPIE ÉCOLOGISTE

15 - REINVENTER LA VIGNE AU XIX^e SIÈCLE

11 - FORÊTS, LA NOUVELLE BATAILLE DES ARDENNES

6 INNOVATEURS

7 - À PARIS, FAIRE PLACE FRAÎCHE

4 - LE RÉCHAUFFEMENT EN CHIFFRES

SOMMAIRE

EDITO

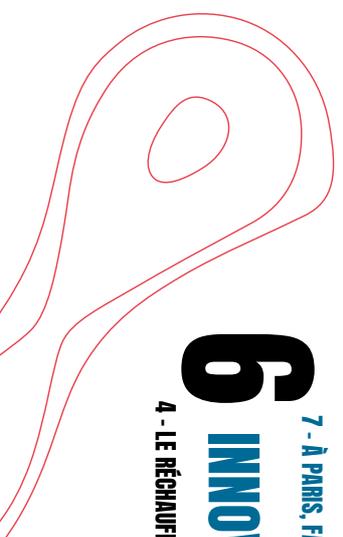
Sortir le climat de la rubrique « Environnement »

Risques de guerres, de famines, déplacements de populations... Voici l'avenir incertain que nous réserve le dérèglement climatique, si la prise de conscience avance, les médias restent encore timides. Le catastrophisme a toujours eu mauvaise presse. Pourtant, qui d'autre que les journalistes pour sonner l'alarme ? Certains scientifiques n'hésitent pas à réclamer plus de unes de journaux consacrées à ce sujet, comme l'a fait récemment l'ingénieur Jean - Marc Jancovici, fervent partisan d'un abandon des énergies fossiles. Nul besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que nous sommes loin du compte.

Comment attiser l'intérêt du public pour un sujet aussi déprimant ? Dans ce **Médialibre**, nous avons choisi de sortir le climat des pages « Environnement », auxquelles il est trop souvent cantonné, pour nous tourner vers celles et ceux que la crise met en mouvement : agents de l'ONF à la recherche d'essences plus résistantes pour protéger la forêt (p.7), scientifiques en lutte contre l'élevation inexorable de la température à Paris (p.11), vignerons qui conçoivent aujourd'hui la vigne du futur plus résistante aux sécheresses (p.15). Nous nous sommes aussi rendus à un rallye jurassien pour comprendre comment la crise agit sur les fans d'automobile (p.41), nous avons rencontré des personnes frappées de solstaigle, mélancolie causée par le « deuil » de l'avenir (p. 50), ou encore un étrange lobby climatoscceptique qui susurre à l'oreille des députés (p.45).

Économique, scientifique, politique, sportif, culturel... La crise climatique s'imisce dans tous les aspects de nos sociétés. Et révèle parfois des perspectives inattendues : saviez-vous que la CGT, syndicat industrieliste, entame son tournant écologiste (p.28) ? Que les grands musées européens servent de vitrine aux groupes pétroliers (p.24) ? Plus d'excuses...

Sindbad Hammache



INNOVATEURS



FAIRE PLACE FRAÎCHE

Texte de Ilios Peppy et Maud Martin.

Photos de Léonor Luminéau.

Illustration de Jane Méry.

Victime de son modèle ultraminéral, la Ville lumière se révèle particulièrement vulnérable aux épisodes de canicule. Scientifiques et entrepreneurs planchent sur les façons de transformer ses îlots de chaleur en oasis.

Stéphane Leas l'affirme : « *Il y a eu un avant et un après été 2019* » : le 25 juillet dernier, la température atteignait 42,6 °C à Paris, un record historique. Cet ancien militaire à l'allure toujours athlétique, est aujourd'hui prévisionniste à Météo-France. Au troisième étage d'un immeuble en verre, à Saint-Mandé (Val-de-Marne), les ingénieurs de l'unité média se relaient en continu pour délivrer les bulletins météorologiques à destination de la presse, de la radio et de la télévision. Courbes, tableaux, images satellites et masses nuageuses défilent sur les écrans des postes de travail.

Une étude¹ publiée en 2017 dans la revue *Nature Climate Change* annonce une hausse moyenne des températures de 8 °C dans les grandes métropoles d'ici à 2100. Paris sera particulièrement concerné. Dense et minérale, la capitale est en effet un piège à

chaleur. Le prévisionniste confirme : « *Paris devient connaître dix à vingt-cinq jours supplémentaires par an de fortes chaleurs d'ici à 2050* ». Les canicules seront donc de plus en plus intenses et fréquentes. Adapter ce territoire urbain hétérogène aux bouleversements climatiques représentera un défi majeur.

« PLUS DE SOLS MATURES »

« *À Paris, toutes les grandes avenues orientées est-ouest, comme les Champs-Élysées, sont assez chaudes. À contrario, l'air stagne bien près de la Seine, le long des pentes, et dans les rues qui leur sont parallèles, par exemple sur la butte de Montmartre* », explique Julien Bigot, ingénieur environnement à l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur). En ce mois de janvier 2020, le quadrilatère observe la ville et son climat à travers les parois vitrées d'un grand immeuble du quartier Bercy. Il précise que

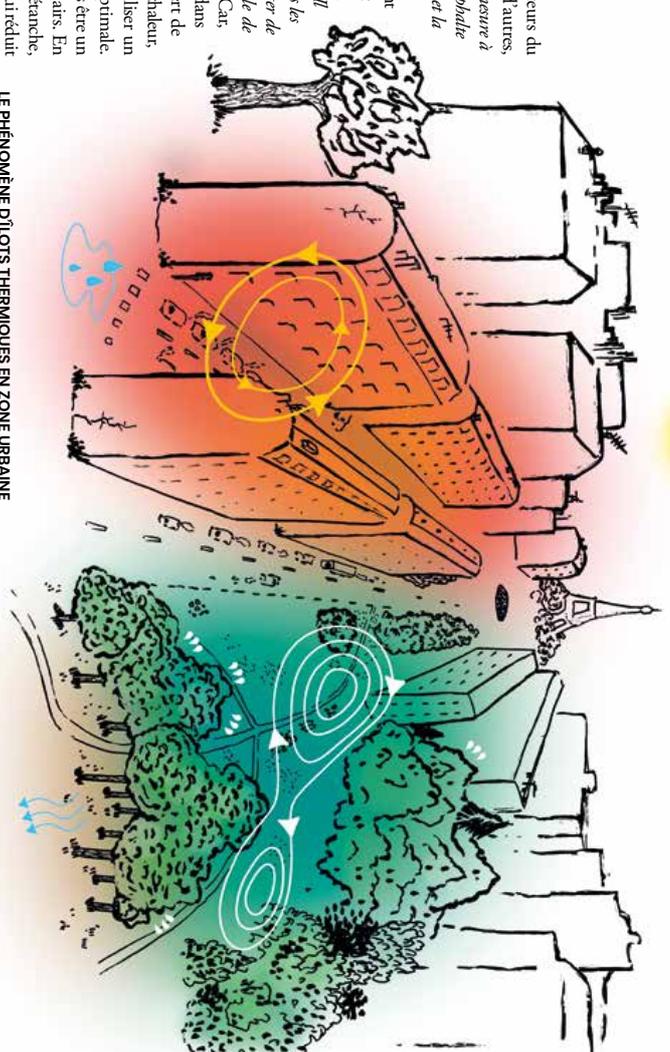
l'orientation des rues n'est qu'un des facteurs du phénomène d'îlot de chaleur. Il y en a d'autres, comme la minéralité de la ville. « Elle se mesure à la présence de matériaux comme le béton, l'asphalte ou le bitume, qui stockent la chaleur le jour et la rejettent la nuit », détaille le centralien.

Ces matières inorganiques qui composent sols et murs sont échantés et ne permettent pas à la végétation de s'épanouir. Or, celle-ci est essentielle au rafraîchissement de l'air. « Il n'y a plus de sols naturels, et donc de vie, sous les trottoirs et les chaussées. Les arbres, y réinjecter de la biodiversité, permet de réinitialiser le cycle de l'eau, garantir du maintien de la fraîcheur. » Car, si une plante ne peut pas puiser de l'eau dans le sol, elle doit être arrosée, ce qui requiert de grandes quantités d'eau en période de forte chaleur, un processus fort peu écologique. Végétaliser un sol minéral n'est donc pas une solution optimale. D'après l'ingénieur, la ville verte peut alors être un « faux ami », tout comme les matériaux clairs. En effet, même si le matériau est blanc, il reste échanté, et renvoie plus de lumière et de chaleur, ce qui réduit le confort visuel et thermique de l'espace public.

Spécialiste en météorologie, Julien Bigorre s'intéresse aux îlots de chaleur urbains, ces zones chaudes qui jalonnent la ville. D'après l'Agence parisienne du climat, la température y atteint jusqu'à 10 °C de plus que dans certaines zones rurales alentour. « Le climatiseur d'une superette, par exemple, rejette de l'air chaud sur la chaussée, les automobiles également. Cela peut donner des situations explosives, comme dans le quartier de la gare Saint-Lazare, qui est peu ventilé naturellement. » Outre les activités humaines, l'inertie thermique des matériaux et leur faible pouvoir réfléchissant, la densité du bâti et le manque d'eau participant à la formation de ces îlots. « Il faut bien sûr végétaliser, mais aussi ventiler, réduire l'éclairage public, et débitonner quand on le peut », conclut l'ingénieur.

RAFFRAÎCHIR PAR LE VÉGETAL

Pour Elodie Grimonin, cofondatrice et directrice technique d'Urban Canopée, une start-up qui crée du mobilier urbain végétalisé, hors sol et autonome, « débitonner Paris est sapinque, ce sont trop coûteux en matière de bilan carbone ». Sur l'esplanade de la bibliothèque François-Mitterrand, Paris 13^e, cinq structures grises en fibre de verre surgissent au milieu du parvis quasi désert. En



LE PHÉNOMÈNE D'ÎLOTS THERMIQUES EN ZONE URBAINE

- Facteurs de formation d'îlots de chaleur
- Facteurs de formation d'îlots de fraîcheur
- Flux de fraîcheur
- Flux de chaleur
- Révélations
- Évapotranspiration
- Infiltration d'eau dans les sols

forme de corolle, chacune est plantée dans un pot et se déploie sur plusieurs mètres de hauteur. Les pots contiennent une réserve d'eau, surmontée d'un substrat dans lequel les plantes s'enracinent. Installées en décembre 2019, elles devraient atteindre le sommet des cinq installations d'ici à deux ans, et ombrager 250 mètres carrés au sol, formant ainsi une canopée. Pour le moment, quelques feuilles vertes gémissent timidement le long des tiges.

« A certains endroits de la ville, les parkings, trottoirs et autres réseaux souterrains occupent déjà les sols, souligne l'entrepreneuse. Il faut végétaliser différemment. » Le quartier de la BNF n'a pas été choisi au hasard : « Coincé entre le périphérique et la gare d'Austerlitz, le 13^e arrondissement est un îlot de chaleur urbain, avec ses grandes avenues, ses hauts bâtiments, ses sols imperméables et ses espaces peu arborés. » Au-delà de l'ombre portée, végétaliser permet de rafraîchir l'air autour des corolles grâce à l'évapotranspiration des plantes : avec la chaleur, l'eau absorbée par les racines est « transpirée » par les stomates des feuilles, ces cellules riches en chloro-

phyllène par lesquelles s'effectuent les échanges gazeux. À cela s'ajoute l'effet d'albédo, un indice qui mesure le pouvoir réfléchissant d'une surface. « La plante renvoie une grande partie des rayonnements solaires, contrairement au béton qui, lui, les stocke », détaille l'ingénieur. Et ainsi de créer un îlot de fraîcheur. Au printemps, l'entreprise posera des capteurs pour mesurer les écarts de température entre le dessous et le dessus du toit végétal.

À l'intérieur des pots, une boîte recueille également les informations des capteurs d'humidité et de température du substrat. « Les données sont envoyées sur un serveur, puis un algorithme d'irrigation les traite et détermine si besoin le goutte-à-goutte à distance. » Si Urban Canopée vise un bilan carbone neutre, ces données sont pourtant bien stockées sur un serveur consommateur d'électricité. « C'est vrai, mais ce n'est pas de la tech pour de la tech. C'est au service du développement végétal », justifie Elodie Grimonin. Par ailleurs, la fibre de verre utilisée pour les tiges

ARBRES DE PLUIE

À une vingtaine de kilomètres de là, sur le campus universitaire de la cité Descartes de Champigny-sur-Marne (Seine-et-Marne), se dresse Sense-City : un ensemble de deux « mini-villes », de 400 mètres carrés chacune, permettant d'étudier des problématiques urbaines telles que la pollution, l'isolation des bâtiments, le cycle de l'eau, la géothermie ou encore les îlots de chaleur. « Avant d'équiper la France de certains objets ou matériaux, il faut mesurer leurs propriétés, comprendre leur fonctionnement et tester leur efficacité », explique Anne Ruas, coordinatrice scientifique du site, géographe et chercheuse à l'université Gustave-Eiffel. Après neuf ans de construction et neuf millions d'euros investis par l'Agence nationale de la recherche, le lieu est enfin prêt.

Une chambre climatique surplombe la mini-ville 2. Ce gros cube bleu hermétique permet d'isoler les deux espaces pour y simuler des conditions climatiques spécifiques, en contrôlant la température, l'hygrométrie et l'ensoleillement. Monté sur rails, le dispositif est supposé passer de une mini-ville à l'autre en quarante-cinq minutes, selon les besoins des expérimentations. La géographe reconnaît que « la manœuvre est délicate en raison des mesures de sécurité. On ne le fait pas très souvent ».

À l'intérieur de la mini-ville 2, l'humidité prend à la gorge. Deux murs de brique hauts et rapprochés, séparés par une route, se font face. Au milieu, une voiture est à l'arrêt. « Sense-City permet de reproduire plusieurs phénomènes en même temps, et d'analyser leurs interactions », souligne Anne Ruas. Cet été, une canicule devrait être simulée pour analyser les

« La plante renvoie une grande partie des rayonnements solaires, contrairement au béton qui, lui, les stocke »

Sébastien Léas, météorologue

LA NOUVELLE BATAILLE

DES PÉDÉMINES

Encouragée par le réchauffement climatique, une épidémie de scolytes ravage actuellement nos arbres. L'Office national des forêts se mobilise pour endiguer ce fléau, mais souffre d'un cruel manque de moyens.

Texte de Mathieu Laurent et Alexis Carer.
Photos de Morton Esquerré.
Illustration de Marie-Thérèse Gomez.

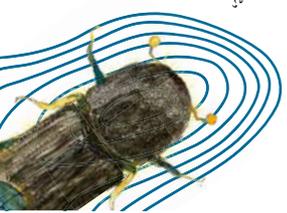
Au cœur du parc naturel régional des Ardennes, entre les communes de Monthemé et de Sêcherval, le bois de l'Or et des Fourmis, aux épices parfaitement alignés, est le théâtre d'une guerre silencieuse. L'une des parcelles a subi une coupe rase. Troncs empilés à la hâte, souches, amas de branchages, sol balafré par le passage d'engins de chantier, la zone ressemble à un champ de bataille. Seuls deux épices tiennent encore debout au milieu de ce carnage.

La menace qui pèse sur cette forêt n'ne dépasse pas six millimètres et se reproduit avec une efficacité impressionnante : ce sont les scolytes, coléoptères ravageurs. Le personnel de terrain de l'Office national des forêts (ONF) est en première ligne pour contrer l'attaque de ces insectes dont le cycle de reproduction s'est accéléré sous l'effet du réchauffement climatique. De deux générations dans l'année, on est passé à trois les années exceptionnelles chaudes, ce qui entraîne une véritable épidémie chez les pinacés.

Bien organisés, les scolytes, ou *Ips typographus*, repèrent les arbres affaiblis par le stress hydrique lié à la sécheresse. Ces prédateurs attaquent méthodiquement leurs cibles par de petites piqûres,

INVASION DIFFICILE À MAÎTRISER

Les forêts sont, à l'échelle planétaire, le plus important puits de carbone après les océans. Extrayant une partie du CO₂ atmosphérique et contribuant à lutter contre l'effet de serre, elles souffrent du



A Sense-City, une reconstruction de « rue canyon » permet d'étudier les échanges thermiques entre les murs et l'environnement extérieur.

Les flots de fraîcheur depuis que le chantier des places a démarré, il y a trois ou quatre ans. »

Nation est avant tout un noyau majeur de réseaux de transports : quatre lignes de métro, une de RER et huit de bus s'y croisent. « Les vulnérabilités qu'a la ville liées à des ponts de structure de la station en sous-sol, un élément qui permet de déposer plus de terre à ces endroits. Plus de terre, c'est plus de rétention d'eau, donc plus de fraîcheur », indique-t-il en déambulant dans les allées sableuses. Sur le terre-plein central, du gazon, quelques plantes arbustives, et une grande voie en enrobé clair qui a remplacé deux voies de circulation en asphalté. « Le signal pour réduire la place des voitures est fort, mais le résultat est dissimulé en terme d'ilot de fraîcheur. Sans oublier que l'arbre et l'herbe appartiennent à des écosystèmes très éloignés : l'arbre a tendance à tomber malade lorsqu'il a les pieds dans l'herbe. » Le chantier a nécessité la coupe d'un jeune tulipier de Virginie. Fraîchement planté dans une terre peu aérée, l'arbre, haut de quatre ou cinq mètres, mettra du temps à s'étoffer. « Les plus pessimistes estiment qu'il faudra une trentaine d'années pour que l'ilot de fraîcheur existe vraiment, car la végétation plantera

restre assez clairement. »

D'autant que la ville est un espace dense, sursaturé, soumis à de forts piétements, difficilement compatible avec la prolifération d'un fouillis végétal. Ainsi, dans le cas des grandes places, les pourvois publics doivent être en mesure de faire circuler les véhicules de secours ou de police. À Paris, il n'y a qu'au jardin des Tuileries que toute la matière minérale est sableuse. « C'est le matériau le plus léger, avec le défilé de bouges, de cretes des flaques d'eau, et l'annexe de permettre l'encastrement des plantes », précise Tanguy Colas

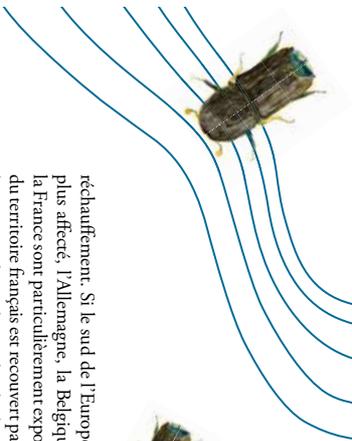
des Francs, les pieds dans le gazon détrempé.

À Saint-Mandé, le météorologue Sébastien Leas prévient : « L'inertie de l'atmosphère est telle que, quoi qu'on fasse, la tendance de fond ne change pas d'ici à 2050. C'est sur la période 2050 à 2100 que les politiques globales peuvent avoir un impact. » Ce défi est inhérent à la conception dite « durable » de la ville, qui émerge depuis une dizaine d'années. « Il faut avoir le courage de planifier des projets sur quinze ans », conclut Anne Ruas, la coordinatrice de Sense-City. **9**

SOUS L'ASPHALTE, LE SABLE

À Paris, la mairie a prévu de réaménager sept places, pour un coût total équivalant à celui des récents travaux de la seule place de la République. Celle de la Nation a déjà été rénovée, « à moindre coût, avec une démarche Prigade nouvelle, plutôt intégrée, mais pour seulement 20 % d'écart vers en plus », explique Tanguy Colas des Francs. Vers ce tonl'épaisse, éclairage au cou et sourire débonnaire, l'urbaniste-paysagiste parcourt le lieu de ses yeux de concepteur habitué à penser l'espace public. Il a créé son cabinet il y a sept ans. « On nous sollicite sur

1. F. Estrada, W. J. Woarner, Betzen R. S. J. Tol, « A global economic assessment of city policies to reduce climate change impacts », 2. Mélanges utilisés pour les couches supérieures des chaussées.



réchauffement. Si le sud de l'Europe n'est pas le plus affecté, l'Allemagne, la Belgique et l'est de la France sont particulièrement exposés. Un tiers du territoire français est recouvert par les forêts et les secteurs de Verdun et de Charleville-Mézières sont déjà touchés par cette crise. Si les vagues de chaleur se reproduisent régulièrement, l'invasion de scolytes sera difficile à maîtriser, d'autant qu'il n'existe pas d'autre solution que la coupe : aucun insecticide ou remède rapide ne semble pointer à l'horizon.

Technicien forestier âgé de 25 ans, Raphaël Kieffert dresse un constat pessimiste de ce phénomène qui « se répand comme une onde à la surface de l'eau et entraîne une véritable course contre la montre. L'organisation de l'ONF n'est absolument pas adaptée pour ce genre de crise ». Et les renforts n'arrivent qu'au compte-gouttes : seulement trois CDD pour un triplement des volumes habituellement coupés (de 70 000 m³ en 2018 à 250 000 m³ en 2019). « Une machine sur un énorme trou », regrette-t-il.

Le long des boucles de la Meuse, la petite ville de Monthermé s'étale sur les versants des collines. « Ce n'est pas la montagne, mais presque », plaisante Raphaël sur le parking de l'office de tourisme. Le forestier dégage un calme naturel, tranchant avec ses propos offensifs. Représentant du Syndicat national unifié des personnels des forêts et de l'espace naturel (Snpnfen), il se bat contre les réductions d'effectifs, de 15 000 en 1985 à 9 000 en 2019, et souligne la « souffrance éthique » des agents, liée à une perte de sens de leur travail. Le syndicat recense 49 suicides



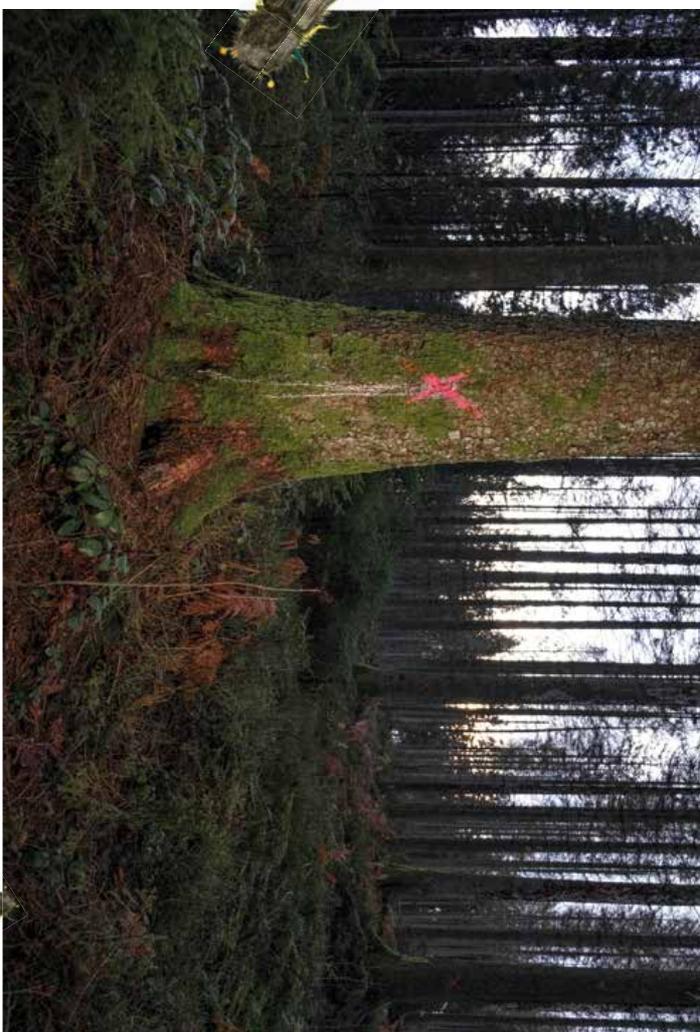
en quinze ans au sein de l'ONF, témoignant d'un profond mal-être. Les gardes forestiers sont renommés « techniciens forestiers territoriaux ». « La première appellation ne plaisait sans doute pas à notre direction, suggère Raphaël. On ne nous considère pas comme des gardiens prenant en compte toutes les fonctions de la forêt, mais comme des employés spécialisés. La production sylvicole prend le pas sur l'accueil du public et la protection de l'écosystème. » En effet, lesdits gardiens ont fort à faire : ils sont chargés de veiller chacun sur une surface de 1 500 à 2 000 hectares. Deux ans sont nécessaires pour connaître son secteur, et les tâches administratives s'accumulent. En 1966, à la création de l'ONF, les agents étaient équipés non pas de voiture, mais de vélo de fonction pour inspecter des portions plus réduites.

SENTIMENT D'IMPUISSANCE

Les revendications des personnels dépassent de loin les problématiques habituelles de rémunérations et de conditions de travail. « Sur nos plantations, il est moins souvent écrit "Mangez-vous sadières" que "Quelle forêt voulons-nous pour nos enfants" ? » Avant tout préoccupé par l'avenir des arbres, le jeune syndicaliste n'a jamais douté de sa vocation. Membre de SOS forêt, association active sur l'ensemble du territoire pour préserver ces espaces, il affirme sur un ton posé : « La forêt n'a pas de voix, il faut parler pour elle ».

La crise des scolytes, à l'œuvre depuis 2018, suscite partout un sentiment d'impuissance, partagé par les élus locaux. La petite mairie de Séchéval abrite un élu quodque peu dépassé par l'ampleur de la crise. Philippe Canot, 66 ans, maire depuis 1983 et président des communes forestières ardennaises, déplore le manque d'implication publique en faveur de la protection sylvestre : « Pourquoi le ministère ne s'appelle-t-il pas "ministère de l'Agriculture et de la Forêt" ? Pourquoi aucun conseiller interministériel n'est-il chargé des problématiques forestières ? » Regroupées dans la Fédération nationale des Communes forestières (FNCOFOR), les municipalités tentent d'alerter l'opinion : elles ont lancé un Appel pour la sau-

Raphaël Kieffert, technicien forestier et représentant syndical Snpnfen, ne se résigne pas face aux réductions d'effectifs et à la souffrance des agents.



Dans les forêts publiques des Ardennes, une croix rouge signale les arbres atteints.



regarde des forêts françaises en décembre 2019. Le contrat de gestion tripartite avec l'ONF et l'État sera renouvelé en 2020, mais les communes forestières « peinent à faire confiance » à un échelon central qui ne leur vient guère en aide financièrement, confie Philippe Canot.

Recouvrant 27 % du territoire communal, les forêts environnantes sont une ressource pour le village. « Les habitants sont liés à la forêt : ils ont toujours vécu avec, gîte à l'effilage », explique le maire. Pratique liée à la vie locale. Le droit d'affouage octroie une partie du bois communal à l'usage domestique des administrés, en respectant des quotas. L'édile évoque aussi l'évolution du climat : « Actuellement, les hivers doux n'arrangent en rien cette crise », regrette-t-il. Le personnel de l'ONF travaille pourtant main dans la main avec les communes et ses élus pour faire face à l'épidémie d'insectes xylophages, et organise tant bien que mal l'évacuation des bois scolytés.

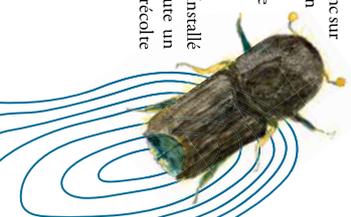
« TEMPÊTE SIL ENGLISH »

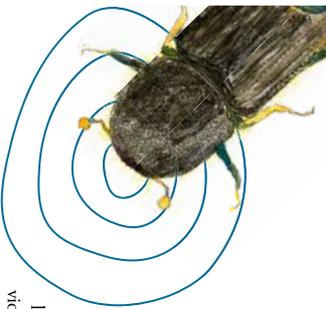
Au-delà des Ardennes, c'est le Grand-Est dans son ensemble qui est touché par la déforestation : les Vosges et le Jura sont confrontés au développement des hélers, provoqué par l'allongement des périodes de sécheresse. Pour Jacques Baudelot, directeur de l'agence ONF de Charleville-Mézières, « c'est une tempête silencieuse » qui s'abat sur la forêt. Devant la carte du périmètre de l'agence, cet ancien technicien

présente l'organisation de ses équipes : une cinquantaine d'agents pour 81 000 hectares. Ardennais de longue date, il a observé le changement graduel du climat et se souvient des hivers des années 1980 : « Il y avait de la neige sans discontinuer du premier au dernier jour : cette année, pour l'instant, nous n'avons eu qu'un jour de neige et cinq à six jours de gel, la différence est impressionnante ».

Dans le bois de l'Or et des Fourmis, les monocultures d'épicéas ont été introduites en plusieurs vagues, dans les années 1930 et 1950. « Les pratiques étaient différentes, davantage tournées vers la production », analyse Philippe Lecomte, responsable de l'aménagement, en poste à l'ONF depuis 1978. Il livre une description minutieuse du plan d'aménagement du secteur. Établi pour une période de vingt ans, il recense toutes les essences présentes sur le territoire et planifie, pour chaque parcelle, les actions à mener : production, entretien et renouvellement du bois. Le cycle de gestion des arbres s'étale sur plusieurs générations humaines. C'est donc sur des hypothèses que se fonde l'anticipation des conditions climatiques.

« La forêt est en première ligne », confirme Manuel Nicolas, responsable à l'ONF du Réseau national de suivi à long terme des écosystèmes forestiers (Renecofor). Installé à Fontainbleau, le scientifique chapeaute un dispositif national, créé en 1992, qui récolte





des données très précises sur le climat (température, pluviométrie) grâce à 102 placettes – sites de recueil de données –, dont une aux Vieux-Moulins de Thilay, au nord de Monthermé. « *Tremé ans, c'est bien par pour avoir un recul suffisant* », nuance-t-il.

Face aux menaces qui pèsent sur des essences importantes comme le hêtre et les résineux, l'ONF joue la carte de l'innovation et a lancé, en 2011, le projet Giono. Celui-ci repose sur le concept de migration assistée : des graines de diverses provenances sont sélectionnées dans le sud de la France, germées dans une pépinière de la Loire-Atlantique et sont plantées en forêt de Verdun. Dans cette perspective, une centaine d'hectares d'essences expérimentales en Lorraine, pour essayer de recueillir les forêts du Nord avec des essences du Sud, voire exotiques. Le sapin de Turquie ou le cèdre de l'Atlas pourraient, à terme, être mieux adaptés au nouveau climat. Les monocultures, plus fragiles, céderont peut-être la place à des forêts plus diversifiées et plus résistantes. La patience est de mise : « *Il va falloir procéder par tests, remettre en cause les dogmes* », explique Manuel Nicolas. Conscient de la détresse qui s'exprime chez les forestiers, il déplore le manque de solutions à court terme : « *Nous ne sommes pas sûrs d'aller aussi vite que le réchauffement* ».

« Nous ne sommes pas sûrs d'aller aussi vite que le réchauffement »

Manuel Nicolas, responsable de l'ONF du Réseau national de suivi d'un long terme des écosystèmes forestiers

attendant un plan structurel en faveur du reboisement, qui sera présenté à la fin du mois de mars 2020. En comparaison, l'Allemagne, aussi fortement touchée par cette crise, emploie les grands moyens : 800 millions d'euros ont été engagés pour le reboisement de sites touchés. Et le Land de Saxe a bénéficié d'un renfort de l'armée pour évacuer les arbres morts.

À l'issue du 3^e Conseil de défense écologique, le 7 novembre 2019, Elisabeth Borne, la ministre de l'Écologie, a chargé Anne-Laure Catellot, députée du Nord (LREM), de rédiger un rapport sur l'avenir des forêts avec, comme double défi, l'adaptation des forêts au changement climatique et la protection de la filière bois. Reste à savoir si économie et écologie seront conciliées. Les conclusions devraient être présentées au Congrès mondial de la nature qui se tiendra à Marseille du 11 au 19 juin 2020.

En attendant, très attachés à leur métier et à la forêt, les agents sont finement liés à la vie des arbres, agressés par les insectes et la sécheresse. La trentième de 1999 reste un souvenir douloureux pour ces professionnels, qui ont vu des dizaines d'années de gestion réduites à néant. Mais, si cette crise était ponctuelle et la guérison des massifs, une question de temps, la crise climatique, elle, s'étire à un horizon indéterminé. **9**



Texte de Virginie Hafner et José Martinez Teruel.
Photos de Patricia Moribe.

Victimes des bouleversements climatiques, les vignes sont en pleine métamorphose. De l'écllosion printanière à la récolte tardive des fruits, les professionnels innovent dans le savoir-faire, seul remède à la disparition annoncée du vin français.

François Guillaume prévient sans détour : « *Dans vingt-cinq ans, il fera aussi chaud en Franche-Comté que dans le Ventoux* ». Il est responsable des ventes des Dépinètes Guillaume à Charcenne (Haute-Saône) et ici, il s'avoue fier de transmettre de génération en génération, depuis 1895. À l'époque, l'arrière-grand-père, Albert Guillaume, avait réussi à reconstruire les vignobles de la région dévastés par le phylloxera en important des racines des États-Unis résistantes au puceron ravageur. Le fameux « porte-greffe ». Aujourd'hui, François est à l'affût de racines plus résistantes à la sécheresse. Le trentenaire s'active dans la serre de laboratoire où sont entreposés les plants greffés. Sur une table, un tas de branches est débité en tronçons de 5 cm : « *C'est du muscat petit grain* », annonce Victor, l'employé. « *Voilà nos sélections préférées dans les vieilles vignes, on récolte les bois, on les détaille en*

greffons, lesquels sont collés à un porte-greffe américain, on clone, on multiplie et on plante, explique François Guillaume. Chaque greffon possède un patrimoine génétique qui peut être intéressant, on les observe. On regarde si ça donne de bons raisins. Face au changement climatique, il y a énormément d'attente des professionnels. »

Des plants moins gourmands en eau et résistants aux maladies, voilà ce que les vigneronnes espèrent des pépiniéristes. L'urgence s'impose. Il faut revitaliser les vignes, mais aussi replanter de vieux cépages attachés, jugés peu productifs, mais plus résistants à la sécheresse, qui bénéficient aujourd'hui d'un regain d'intérêt dû à la crise climatique...

« *Notre travail consiste à "coller" deux bouts de bois pour les faire vivre ensemble. L'un qui fait des racines, l'autre des feuilles, puis du raisin* », Vincent Delbos, responsable de la production à la Dépinète Guillaume, use de métaphores pour expliquer la

fabrication des pieds de vigne. À l'intérieur de son atelier, le jeune homme s'installe devant l'étable, où sont alignées les machines à greffer. « On va faire un cal de soudure entre le greffon et le porte-greffe; c'est la partie la plus importante. On envisage à ce stade 40 % d'échecs. » Sa voix résonne dans le hangar immense et vide. Les ouvriers saisonniers ne commenceront le travail que dans une semaine. Dans la salle réfrigérée, à 4 °C, les 1 200 assomblages (porte-greffe/ cépages) produits chaque année attendent d'être plantés.

OBTENIR DES PLANTES PLUS TENDRES

François Guillaume s'aventure dans la vigne arenaise à la pépinière. Équipé de sécateur, il coupe un sarment. « La première étape, c'est l'observation. On identifie le matériel végétal que l'on veut multiplier. » À partir d'une plante-mère, le pépiniériste va reproduire vingt plantes-filles aux mêmes caractéristiques. Ces vingt échantillons seront ensuite plantés et suivis dans des conservatoires de cépage. « Cela permet d'assurer la qualité du greffon », poursuit François Guillaume. Ce processus, très long, peut durer entre dix et quinze ans.

« En Champagne, il n'y a jamais eu de conservatoires, plutôt des ruptures technologiques. L'invention du chardonnay, il y a cent cinquante ans, en est une; c'est un croisement entre le gouvais blanc et le pinot noir. Le champagne a été fait pendant des siècles sans chardonnay... Peut-être que demain on ne fera plus de champagne avec ce cépage, juge précise », explique Thibaut Le Mailloux,

le directeur de la communication du comité interprofessionnel des vins de Champagne, se dit satisfait du programme de l'Inra (Institut national de la recherche-agronomique) visant à produire de nouveaux cépages résistants aux maladies fongiques, un critère essentiel pour réduire l'usage de produits phytosanitaires. Certains de ces cépages, en cours de test, ont été plantés en Champagne, comme le voit, mais aucune nouvelle variété n'a encore été acceptée en France. La région étudie aussi l'adaptation de cépages dits « oubliés ». « Au cours des siècles, ils ont été supplantés par le



François Guillaume dévoile les plants greffés en pot dans sa serre de laboratoire à Chrohome, en Haute-Loire.

chardonnay qui mûrissait plus facilement avec une acidité moindre, précise Thibaut Le Mailloux. Ces cépages anciens, du fait de leur lente maturation, vont s'adapter à des saisons sèches et maintiendront un niveau d'acidité nécessaire à l'élaboration du champagne; c'est une des raisons de leur attrait. »

« Chaque greffon possède un patrimoine génétique qui peut être intéressant »

responsable vente Pépinières Guillaume

François Guillaume, responsable vente Pépinières Guillaume, des résistances à la sécheresse. Chaque année, Vincent réalise quinze hybridations et teste plus de 2 000 pépins. Grâce à ces croisements, il a créé le sauvignon, une variété destinée à du vin blanc de

Depuis quinze ans, dans sa parcelle expérimentale, Vincent Pugibet, vigneron au domaine de La

Colombette, à Béziers (Hérault), croise des cépages internationaux et des

variétés de vignes sauvages pour obtenir des plantes

plus tardives. Il observe les

ceps, récupérer le pollen de

variétés intéressantes, dépose

ce pollen sur le pistil d'autres

plantes, et parvient à un

croisement. Ensuite, il sème

les pépins et continue sa

sélection, jusqu'à l'obtention

d'une plante comportant

des résistances à la sécheresse. Chaque année, Vincent réalise quinze hybridations et teste plus de 2 000 pépins. Grâce à ces croisements, il a créé le sauvignon, une variété destinée à du vin blanc de

de laboratoire à Chrohome, en Haute-Loire.

qualité. Mais il attend une décision administrative pour la planter. Ce vigneron décontracté, qui exploite 260 hectares de vignes bio, s'est aussi penché sur l'amélioration des variétés locales oubliées, comme l'aramon et le terre-bourret. « L'aramon est un cépage noir capable de bien exploiter les pluies de fin de saison et d'assurer un bon rendement. Le terre-bourret, lui, est un cépage blanc tardif résistant à la sécheresse », dit-il en se réjouissant.

« RIEN NE VAUT LA TAILLE DE MARS »

Au château de Fosse-Sèche à Vaudenay, près d'Angers, Guillaume Bre observe, le dos courbé, l'architecture d'une souche, puis, à l'aide d'un sécateur électrique, il coupe les sarments. Il imagine le développement de chaque cep sur plusieurs années afin d'assurer une production qualitative. Avec la hausse des températures, « tous les stades de la vigne sont perturbés, y compris l'entrée en croissance des rameaux au printemps. Plus ce stade est avancé, plus le risque de gèlées printanières est grand », explique le vigneron, inquiet. La taille de la vigne l'hiver permet de retarder la poussée des rameaux et diminue les risques dus au gel. Les anciens disaient : « Taille tôt, taille tard, rien ne vaut la taille de mars. » C'est plus que jamais d'actualité pour produire les vins du futur.

« Tous les dix ans, on gigne une souche sur les vendanges; les raisins sont trop sucrés. » Pour conserver de l'ombre aux grappes, Jean-Pierre Darzino évite de rogner ses vignes. Il pratique aussi l'enlèvement de l'intercanal en semant des légumineuses, pour réduire la reverberation de la lumière au sol. « Je choisis le trèfle, parce qu'il sèche au soleil et ne concurrence pas la vigne », explique ce vigneron du domaine de La Fouqueuse (Var). « Les légumineuses captent du même coup l'azote atmosphérique pour le transformer en azote organique, ce qui améliore la structure des sols. » Une action bénéfique, préconisée dans un rapport publié en 2018 par CCHD-Terre solidaire. Selon l'ONG, il suffirait « d'augmenter la teneur en carbone dans les sols de 0,4 % par an pour stabiliser le taux de CO₂ dans l'atmosphère ».

PHOTOVOLTAÏQUE ET BIODYNAMIE

Attelé au tracteur, un outill travaille la terre autour des céps pour maintenir la fraîcheur de la plante en saison estivale. Il est courant d'entendre dans la profession : « Un biogène vaut deux arrosages. » C'est ce que recherche Catherine Maisonneuve, vigneronne en biodynamie du Domaine Cousse-Maisonneuve, à Lacapelle-Gabarnac (Lot). Dans ses vignes, l'herbe, qui pousse naturellement, couvre le sol, évite l'évaporation de l'eau et protège de la chaleur la vigne durant l'été; où les températures peuvent dépasser les 40 °C. « C'est une alternative au changement climatique », souligne Catherine, qui projette de planter des haies pour que ses vignes poussent à l'ombre.

Pierre Escudé, vigneron au domaine de Nidolères, à Tresserre (Pyrénées-Orientales), prend plaisir à se balader dans sa jeune vigne recouverte de panneaux photovoltaïques, installés en 2018. Placés à 4,5 m au-dessus du vignoble, les panneaux permettent soit l'ombiage l'été, soit une production d'électricité l'hiver. Cet ouvrage, une première mondiale, fait baisser la température et évite une perte d'eau de la vigne. Tous les jours, le vigneron est en contact avec la société Sun'R, à Lyon, qui pilote à distance la structure. « Des expérimentations montrent que ces panneaux rallongent la maturation des raisins, baissent le degré d'alcool et rééquilibrent le sucre et l'acidité », observe Sylvain Ribes, responsable de développement chez Sun'R. Si ces essais se révèlent concluants, on peut espérer garder le type des vins français dans le futur. Mais cela a un coût : un million d'euros par hectare de vigne !

« Laisser faire la nature », c'est le credo de Pierre Mamm, qui pratique la biodynamie depuis 2005 au mas des Caprices, à Lescure (Languedoc-Roussillon). « Il faut arrêter de travailler les sols », affirme ce vigneron. Pour lui, la terre a été asséchée par les produits chimiques et les traceurs, qui émettent du CO₂. « Travailler en biodynamie nous permet d'avoir un vignoble nourri par la minéralisation du sol. On apporte des éléments au sol, qui va transformer ce qu'on lui donne à manger. » Lors de la vinification, Pierre fait fermenter ses jus de raisin avec les levures du vignoble. Celles-ci, naturelles, sont paresseuses, moins gourmandes que les levures de synthèse, qui absorbent plus de sucre pour désalcooliser le vin. « Je fais un pied de cuve pour révéler le terroir dans mes vins. Il faut jouer un chimiste pour rectifier ce que la nature n'a pas fait », conclut-il avec fierté.

VERS LA CRÉATION VARIÉTALE

« À un moment donné, il faudra trouver un équilibre naturel », martèle Philippe Cottereau, chercheur en œnologie à l'Institut français de la vigne et du vin. Avec la chaleur, le taux de sucre des raisins augmente, mais l'acidité baisse. Or l'acidité apporte de la fraîcheur et permet de mieux conserver le précieux breuvage. « Ce n'est pas cohérent de laisser s'accroître du sucre pour ensuite l'enlever. » En effet, pour ce scientifique chevronné, la désalcoolisation n'est pas neutre,

elle modifie les arômes. La mission de l'œnologue consiste souvent à augmenter les doses de sulfites – ce qui va à l'encontre des efforts réalisés pour réduire cet intrant antimicrobien. « Il est plus pertinent d'acidifier que de rajouter des doses de sulfites inconsidérées, mais il faut révéler, parce que l'inconscient peut altérer l'équilibre organoleptique. » L'œnologie corrective reste donc une solution à court terme. « Je pense plutôt que l'œnologue se trouve dans la création variétale », tranche l'ingénieur.

Dans le chat du champagne Canard-Ducletène à Ludes (Marne), l'œnologue Laurent Fedou « déguise les cuves » des dernières vendanges. Il note une baisse d'acidité et un manque de fraîcheur des vins, conséquences de la hausse des températures. « C'est un problème pour nos vins, notamment pour leur conservation », précise-t-il. Avec des collègues d'autres maisons, il mène des essais sur des vins sans fermentation malolactique, appelée « malo ». Les résultats sont encourageants. « L'idée, c'est de ne pas laisser faire la malo dans une bonne fraîcheur, signes de qualité d'un bon champagne », résume Laurent avec optimisme. Les vins du futur seront plus sucrés et moins acides, si l'on ne trouve pas de nouvelles variétés de vigne. Les Représenters Guillaume l'ont bien compris. « Nos essais menés sur le pinot noir montrent déjà de bons résultats », conclut François Guillaume. **9**

La greffe de deux bois de sarment permet de créer un plant de vigne.



LES ZADISTES expérimentent UNE UTOPIE ÉCOLOGISTE

Depuis bien avant la victoire sur le projet d'aéroport, les habitants de Notre-Dame-des-Landes vivent et produisent en circuit court. S'ils sortent encore loin de l'autonomie énergétique, leur mode de vie questionne profondément notre façon d'habiter le territoire.

Texte de Serch Benichou et Juliette Rousseau.

Photos de Juliette Povy.
Illustrations d'Hélène Pringent.

Le lundi, c'est jour de pain à la ZAD. Au hameau de La Wardine, Corentin dépose sur la grande table de la maison commune les cinq miches commandées pour son collectif de vie. « Il faut faire le partage avec les voisins... Mais je ne me souviens plus pour qui c'est trois et pour qui c'est deux », dit-il mi-gêné, mi-amusé. Fabriqués à partir de céréales cultivées et broyées « sur zone », au moulin de la ferme de Saint-Jean, ces pains n'ont pas été achetés. Ici, comme dans la quarantaine de lieux disséminés sur les 1600 hectares du bocage, on produit, on construit et on consomme collectivement. Depuis le Camp action climat d'août 2009, la « zone à défendre » est le lieu où se créent et s'expérimentent de nouvelles formes d'organisation sociale, « contre le bétonnage et le monde qui va avec ». Il y a deux ans à peine,

le Premier ministre Édouard Philippe annonçait l'abandon définitif du projet d'aéroport du Grand Ouest. Aujourd'hui, dans la cuisine de La Wardine où se répandent des effluves de verveine, le message qui barre le sweat-shirt ample de Corentin affiche la couleur : « The earth is on fire ».

« La cabane que j'ai construite en arrivant, c'était un petit dôme en bois, en terre et en paille. Elle était faite avec les matériaux d'ici et très bien isolée. La police l'a détruite lors de la tentative d'expulsion de 2012. Je me suis donc réinstallé sur une canotière. Elle est mal isolée, et c'est le symbole même de l'habitat automobile. Je déteste ça », regrette Marsons, l'ancien décorateur de cinéma et membre fondateur de la Brigade activiste des clovons dédés malgré tout un militantisme joyeux. Modestement promu chef cuisinier de la ZAD, il dévoile les dégagements qu'il avait réalisés avant les incursions policières



À la ferme de La Noë verte, JB pratique la permaculture, une méthode permettant de produire légumes et céréales en respectant la terre et ses ressources.

d'avril 2018 : « Je trouvais ça drôle que la police se retrouve face à une armée d'arbres. »

BILAN CARBONE IMBATTABLE

Sa prise de conscience écologiste remonte au choc pétrolier de 1973. « J'étais petit mais je me souviens des images du pétrole enfumé à la télévision, et du commentateur expliquant que le pétrole ne pourrait pas être une source d'énergie à l'infini. Ça m'a vraiment marqué. »

Marsios conteste cependant la pertinence de l'empreinte carbone pour évaluer l'impact des activités humaines sur le climat : « On mesure la manière d'aménager, à la marge, un mode de vie irrationnel qu'on veut préserver. C'est cette façon de vivre, de produire et d'habiter bien précise qui a mené à la situation critique dans laquelle nous sommes. Pour peser sur l'avenir climatique, les petits gestes ne suffisent pas, il faut se réorganiser socialement. La ZAD, c'est ça. »

La nuit tombe doucement à La Rolandière, avec elle, le froid humide. Non loin du plateau surplombant le bocage, une petite bétonnière remplie de scierie de bois trône devant un édifice encore embryonnaire. Projet collectif des habi-

tants du hammeu, le chantier est mené suivant les principes de l'écoconstruction. « La charpente comme les cloisons sont en bois prélevé dans la forêt de Rohanne [située à quelques centaines de mètres, ndlr] et façonné sur place, à la scierie », explique Mathilde, arrivée de Nantes il y a huit ans. L'andenne employée culturelle pose ses outils pour servir le thé dans des tasses « en terre de la

ZAD ». Le nouveau bâti, construit exclusivement en matériaux locaux, présente un bilan carbone déchant toute concurrence. « L'isolation se fait en agglomérant de l'argile du bocage, de la sciure et de la paille issue des cultures céréalières locales. Cette technique traditionnelle est particulièrement efficace pour conserver la chaleur ou le frais. »

Sous la voûte du Dome, cabane autoconstruite à partir de bois, de Plexiglas et de tissus de récupération, Jean-Marie savoure des tartines à l'heure

« Pour peser sur l'avenir climatique, il faut se réorganiser socialement »,

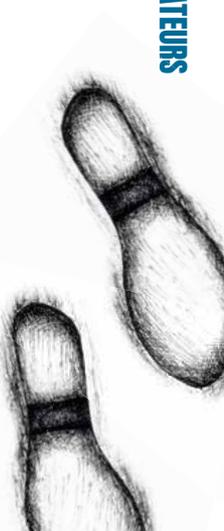
Marsios, habitant de la ZAD

du petit déjeuner. Ce naturaliste aux cheveux longs retenu par une queue de cheval travaille pour l'association écologiste Bretagne vivante. Il s'est passionné pour l'écosystème de la ZAD : ce territoire parsemé de mares, de haies, de prairies et de ruisseaux abrite des dizaines d'espèces protégées, dont le triton crêté, le grand capricorne et le campagnol amphibie. Si les zones humides ne couvrent que 3 % de la surface terrestre, elles stockent deux fois plus de carbone que les forêts – qui en occupent 30 %. Elles jouent donc un rôle primordial dans la régulation du climat. Selon l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, la biodiversité de ces écosystèmes est la garantie de leur dynamisme. Ainsi, le scientifique raconte avec une touche d'humour le retour de la pulicaire commune sur le territoire de la ZAD. Cette plante aux petites fleurs jaunes et rondes, devenue très rare en France, ne pousse que sur des terrains humides et modifiés par l'homme : fossés, ornières ou encore abords des fermes silomées par les roues des tracteurs. C'est à la suite des opérations d'expulsion menées à l'automne 2012, durant lesquelles gendarmes et CRS ont piétiné le bocage, que la plante serait apparue à différents endroits du territoire.

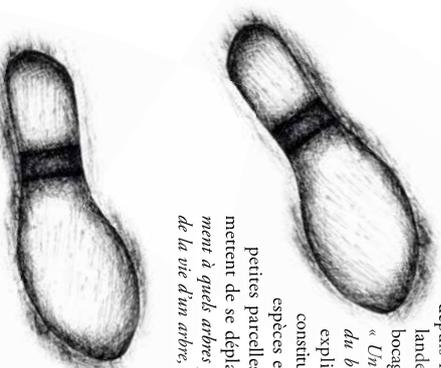
Pour Jean-Marie, il n'existe pas de contradiction fondamentale entre l'homme et la nature. La biodiversité de la ZAD ne peut s'épanouir qu'en interaction avec les activités qui s'y déroulent depuis le XVII^e siècle. Lorsque les

landes se sont transformées en bocage sous la main des paysans,

« Un des éléments fondamentaux du bocage, ce sont les haies », explique le naturaliste. Elles constituent l'habitat de nombreuses espèces et, lorsqu'elles separent de petites parcelles agricoles, elles leur permettent de se déplaçer. « On réfléchit notamment à quels arbres planter, parce qu'à l'échelle de la vie d'un arbre, le réajustement climatique



c'est maintenant. » Nécessaires à la survie de tous, les haies sont considérées comme « un commun » par les zadistes. « Dans le groupe haies, on doit conjuguer les visions des charpentiers, des paysans et des écologues, explique Jean-Marie. Ce n'est pas toujours simple, mais c'est vraiment riche, et il n'y a qu'ici que tu peux vivre ça », ajoute-t-il en riant. Agneuillé sur un carton dans la serre du lieu-dit La Noë verte, JB remplit un cagnot de feuilles d'épinards qu'il prélève sur les plants alignés au cordeau. Avec sa compagne, le jeune maraîcher cultive un peu plus d'un hectare de terre : « La permaculture, c'est comprendre que les espèces et les essences sont en interaction entre elles. Il faut respecter les bonnes combinaisons et accepter qu'elles se modifient en permanence. On plante des céréales ou des légumes, mais pas toujours les mêmes et pas toujours au même endroit. Quand des terres sont consacrées aux cultures et à l'élevage, on décide ensemble de la rotation de leur utilisation pour qu'elles puissent se renouveler. »



Marsios porte un déguisement d'arbre confectionné avant la tentative d'évacuation du territoire par les forces de l'ordre en avril 2018.



MÉNAGER LE TERRITOIRE

Pour JB, il est indispensable de penser à la fois les pratiques agricoles et la façon d'habiter le territoire. « *Ici, on cultive comme on vit. Le cloisonnement c'est pas notre truc.* » Engagé au sein du groupe bâti, il s'occupe de défendre la pérenniation de l'habitat léger : cabanes sans fondations, caravanes, camions aménagés, yourtes, roulottes. Dans le cadre du nouveau plan local d'urbanisme, les zadistes tentent de faire reconnaître leur démarche singulière : « *Nous ne sommes pas une collection d'unités de production agricole déconnectées les unes des autres, et notre façon d'habiter le bocage ne rentre pas dans les cases bureaucratiques. Selon l'administration, une bibliothèque ou une habitation n'a pas sa place sur une parcelle agricole. Les baux ruraux que l'on vient de signer ne permettent pas officiellement de construire autre chose qu'une grange ou un hangar sur nos terrains.* »

Lors de la consultation publique pour élaborer le plan d'urbanisme, les habitants ont réalisé un véritable diagnostic du territoire. Prenant en compte le bâti, les mares, les espaces forestiers, les haies, l'agriculture et les axes de déplacement, ils ont préféré l'expression de « *ménagement du territoire* » à celle d'« *aménagement* ».

« *Davantage que des techniques ou des gestes, j'ai appris à me poser des questions sur tous les pans de ma vie, tout le temps, et avec d'autres. C'est ça qui m'a donné l'envie de faire un enfant, madame Lab-sence de certitudes sur l'avenir* », confie Mathilde. Que la crise soit climatique, sociale ou politique, la ZAD enracine ses réponses dans l'invention permanente d'un modèle de société résiliente. Et contrairement à certains écovillages, elle ne se replie pas sur elle-même, refusant de s'ériger en exemple absolu. « *La ZAD essaie de créer des archipels de lieux en lien* », explique John. Ancien caméraman de l'alternodialisme canadienne Naomi Klein, il est venu s'installer dans la ZAD en 2016 avec sa compagne Isa. Celle-ci a dès lors quitté son poste de maîtresse de conférence en médiation culturelle au Birkbeck College de Londres. Initiateurs des Camps action climar au Royaume-Uni dès 2007, le couple d'intellectuels estime qu'une

PETIT LEXIQUE DE LA ZAD

- Bocage** Paysage de petites parcelles agricoles entourées de talus plantés d'arbres, qui forment des haies.
- ZAD** Acronyme de « zone d'aménagement différencié ». Territoire préempté pour le chantier de l'aéroport de Morre-Danne-des-Landes, ensuite détourné en « zone à défendre » par les activistes.
- Cabane** Type d'habitat léger qui peut prendre différentes formes, construit à partir de bois, de matériaux écologiques prélevés dans la ZAD ou de matériaux de récupération (palettes, totes...)
- Maison commune** Bâtiment squatté ou habitat léger autour duquel s'organise la vie d'un groupe de cohabitants. Elle abrite la cuisine, le stock de nourriture, les outils.
- Commun** Un commun est un élément dont il faut prendre soin et maintenir collectivement, comme la forêt, les haies, les cultures agricoles, une bibliothèque ou même les enfants.
- Sur zone** Expression employée pour désigner le territoire de la ZAD.
- Habitat léger** Construction réversible et qui n'implique pas ou très peu de béton pour les fondations.

approche locale de la question climatique n'est pas suffisante : « *On sait qu'on ne peut pas lâcher la dimension macro, précise Isa. Nous envisageons d'aller manifester contre la COP26 à Glasgow, en novembre 2020.* » John poursuit : « *Le problème du mouvement climar, c'est son abstraction. Tous ces chiffres, ces moyennes, ces seuils à échelle mondiale. Ce sont des indicateurs très importants mais pas de véritables outils pour agir, parce que ça ne parle pas des possibilités de transformation immédiates. Dans la ZAD, on rend la question du climat tangible au quotidien.* »



1. Première tentative d'évacuation de la ZAD, l'opération César, s'est déroulée du 16 octobre au 24 novembre 2012, sous l'impulsion de Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur.
 2. Sous le gouvernement de Emmanuel Macron, 1500 gendarmes et policiers sont mobilisés du 9 au 12 avril 2018, détruisant les tiers des habitations que comptait la ZAD.

ACTIVISTES



EN LUTTE POUR DÉPOLLUER LE MÉCÉNAT
24

LA CGT MET DU VERT DANS SON ROUGE
28

EXTINCTION REBELLION FÉDÈRE LES GÉNÉRATIONS
32

EN LUTTE

POUR DÉPOLLUER LE MÉCÉNAT

Les happenings choc se multiplient en Angleterre pour obliger les institutions culturelles comme le British Museum à renoncer aux subsides d'entreprises très polluées. En France, le collectif Libérons le Louvre leur emboîte le pas.

Texte de Amine Abdelil
et Sindbad Hammoche.
Photos de Philémon Berhier.



Un militant du collectif BP or not BP ? sur le cheval de Troie au British Museum, 8 février 2020.

24

Medialibre III

S

ix heures du matin. « *Are you OK in there ?* ». Un agent de sécurité du British Museum vient aux nouvelles des deux occupants qui ont passé la nuit dans un cheval de Troie stationné au milieu de la cour du musée archéologique. L'équidé, haut de trois mètres, est un assemblage de bois de récupération, monté sur roues et orné du logo de la compagnie pétrolière britannique British Petroleum (BP). Il a été introduit sans heurts, la veille au soir, par une escouade d'activistes membres de l'association BP or not BP ? : Ce groupe se bat depuis une décennie pour désengager les entreprises extractives d'énergies fossiles du mécénat des institutions culturelles britanniques. En ce samedi 8 février 2020, le cheval sera rejoint par plusieurs centaines d'« artistes » déguisés en Troyens pour une manifestation festive qui durera jusqu'au soir. Le thème choisi n'a rien d'un hasard. L'exposition « Troy : Myth and Reality », à l'affiche du musée depuis novembre 2019, est largement financée par BP. « *It's not the droit de rester ici !* explique l'agent, désespéré, *Je ne sais pas comment ni pourquoi, mais ça vient den haut !* »

Désormais rompu à ces intrusions militantes, le British Museum fait profil bas. Malou, une jeune activiste grimée en divinité antique, confirme : « *Ce serait vraiment mauvais pour le musée de faire intervenir les forces de l'ordre, les visiteurs sont intéressés par le cheval, et c'est un bel objet d'art en lui-même !* ». Chad, casque en plastique sur la tête et cape noire sur les épaules, ajoute : « *C'est notre modeste contribution aux collections du musée !* ». S'ils sont d'un abord facile, les militants n'en sont pas moins rodés à ces occupations inintermittentes, au planning millimétré. Le happening troyen est leur quarzième intrusion dans l'enceinte du musée. Depuis le début des années 2010, la Grande-Bretagne a vu se développer la dénonciation de l'*artwashing*, équivalent culturel du *greenwashing*, opération qui permet aux entreprises du secteur pétrolier et gazier, comme Shell, BP, Total ou ENI, de redorer leur image d'entreprises polluantes en devenant partenaires d'institutions culturelles de renommée mondiale.

« ŒUVRES D'URGENCE ÉCOLOGIQUE »

Dimanche 5 janvier 2020, dernier jour de la Biennale d'art contemporain de Lyon. Dans l'atmosphère post-industrielle de la halle Fagor,

15 activistes d'Art en grève viennent troubler le renommement des installations d'art, comme *Terminal Beach*, installation apocalyptique d'Isabelle Andriessen, ou *Kontinuum*, la forerise mécanique de Sam Keogh attaquée par la végétation, qui ont remplacé les lav-e linges fabriqués autrefois dans cette usine reconstruite. Ils distribuent des tracts aux ultimes visiteurs de l'événement. Leur gricif principal est que la manifestation « *est soutenue par la Fondation Total, une multinationale néolibérale, source de scandales et de corruption. Elle est responsable de l'écosystème en destruction* ». La contradiction éclate entre ce mécène très carboné – dont le nom s'inscrit en lettres d'or à l'entrée de la halle – et les « *œuvres d'urgence écologique* » qui jalonnent le parcours de la biennale.

La Fondation Total mise sur la jeune création contemporaine à Lyon, mais aussi à Lille, où la biennale Lille 3000 reçoit son soutien. Elle est parmi les premières à soutenir les institutions culturelles françaises depuis que la loi Allagron, en 2003, a débrîlé la générosité des grands groupes industriels. En doublant la déduction fiscale accordée aux dons et en accroissant une fiscalité allégée aux fondations, la loi, portant le nom du

ministre de la Culture d'alors, a accompagné l'essor du mécénat entrepreneurial. Parmi les musées les plus fréquentés de l'Hexagone, rares sont ceux à ne pas avoir bénéficié des largesses du géant pétrolier : Total finance des programmes d'accessibilité pour les publics défavorisés, mais aussi un dispositif de musée mobile pour le Centre Pompidou, acquiert des trésors nationaux pour Versailles, sponsorise la Petite Galerie des enfants au Louvre, et finance régulièrement des expositions du Quai Branly.

L'ART OUIL DE DIPLOMATIE COMMERCIALE

Bernard Hasquenoph a fondé le blog Le Louvre pour tou-revs (Louvrepourous.fr), une plateforme qui milite pour la démocratisation de l'accès aux musées. Amusé, il constate : « *On peut supporter la carte des activités de Total à elle des lieux concernés par les expositions du Quai Branly. C'est très frappant, mais ça n'est pas étonnant, le mécénat est toujours lié aux activités d'un groupe* ». La multinationale utilise ainsi le musée comme un outil de diplomatie commerciale : l'exposition « Océanie » (mars-juillet 2019), soutenue par Total, avait lieu en même temps que la signature par la compagnie pétrolière d'un accord avec le gouvernement de Papouasie-Nou-

velle-Guinée, lui garantissant l'exploitation des

réserves gazières du pays. L'exposition « Frapper le fer, l'Art des forgerons africains » (novembre 2019 - mars 2020), soutenue elle aussi par Total, coïncide avec l'annonce, par le pétrolier, de la découverte d'une importante réserve gazière au large de l'Afrique du Sud. En 2018, déjà, la Fondation Total avait financé une exposition qui délocalisait une cinquantaine d'œuvres du Louvre au musée national de Téléran. Simultanément, Total investissait un milliard de dollars

dans le projet South Pars en Iran, le plus grand gisement de gaz naturel au monde, projet désormais avorté du fait des sanctions américaines.

BP utilise à son profit les richesses muséales de Londres. Les militants de BP or not BP ? Tout bien compris, Campé en costume devant son cheval de Troie londonien, Chad souligne la proximité du site archéologique de Troie avec le passage prévu du Trans Anatolian Natural Gas Pipeline (Tanap) : « *Seulement 70 miles* » soit une centaine de kilomètres. Future porte d'entrée du gaz azéri en Europe, le Tanap est décliné à 12 % par BP. L'exposition « Arctic : Culture and Climate » consacrée aux conséquences du changement climatique sur l'Arctique, prévue de mai à août 2020, a échappé au financement par le géant pétrolier après la divulgation par Greenpeace, en 2019, de documents révélant le lobbying intense exercé par BP sur le gouvernement américain pour assouplir les restrictions de forages pétroliers en Arctique. La ficelle était trop visible pour Chad.

« *Adon is ont troné n'aidement un autre mécène* ». La banque américaine Citibank a été prêtée à BP alors que le récent rapport Banking on Climate Change, publié par six ONG dont Rainforest Action Network ou Banktrack, la place au quatrième rang mondial des banques investissant le plus dans les énergies carbonées.

En France, grâce à l'avantageux système de défiscalisation de la loi Allégator, les sociétés mécènes ne déboursent que 40 % des sommes déclarées. Elles bénéficient aussi de contreparties

— outre la mention du statut de mécène sur tous les visuels de communication — qui peuvent se matérialiser sous la forme de visites privées, pour des clients ou des employés, de privatisation de lieux, tout cela dans la limite de 25 % de la valeur du don. « *Au niveau de l'image, c'est un gros bénéfice à peu de frais* », explique Bernard Hasquenoph.

Dans les galeries du Louvre, la présence de Total est sensible. Trois fois inscrit en tant que grand mécène sur le tableau d'honneur, célébré

« On peut superposer la carte des activités de Total à celle des lieux concernés par les expositions du Quai Branly »

Bernard Hasquenoph, fondateur du blog ouvepouroustr.

dimanche des actions de Libérations du Louvre, le pendant français de BP or not BP ? Déjà, de 2008 à 2015, la société italienne d'hydrocarbure ENI a été l'un des donateurs les plus importants du musée. Le partenariat a pris fin peu de temps après une action de militants écologistes sous la pyramide du Louvre : à l'occasion de la COP21, une centaine d'activistes internationaux du collectif Art not Oil avait répandu une mélasse noire sur le marbre blanc du hall Napoléon. Néanmoins, ENI bénéficie toujours sur le site internet comme sur le tableau d'honneur du musée, du statut de mécène exceptionnel.

DÉSORDRES MUSEE CRÉATIVE

Contrairement à certains de ses mécènes, le Louvre s'emploie à être vertueux en ayant mis en place un plan destiné à réduire ses émissions : « *Le changement de mission développement durable du Louvre n'occupe vraiment pas un emploi fictif*, observe Bernard Hasquenoph. *Le musée a entrepris une vraie démarche de fond et fait régulièrement son bilan carbone. C'est ce qui méritait vraiment, le Louvre fait très peu de publicité sur ses efforts* ». Est-ce pour ne pas focaliser l'attention sur les activités

polluuses de leurs mécènes ? Pour Clémence Dubois, les efforts du musée sont insuffisants : « *C'est ce qu'on appelle les petits pas et de Nicolas Hulot aux lycéens gesticulant du climat, tout le monde le dit, "les petits pas, ça ne suffit pas"* ».

En septembre 2019, une vingtaine de militants de Libérations du Louvre ont noirci les vitres de la pyramide de l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei, afin que l'institution mette fin au mécénat de Total. En mars 2018, ils s'étaient allongés pour un die-in devant *Le Radéan de la Méduse*. Depuis leur création, en 2017, Clémence Dubois confirme qu'une réflexion sur leur pratique militante a été menée : « *Le meilleur moyen de s'adresser au monde de la culture, c'est de sortir du cliché des militants qui nous regardent derrière une barrière. C'est de la demander d'entretien, le directeur du Louvre, Jean-Luc Martinez, n'a jamais voulu les rencontrer. Dans une réponse par courriel, il réaffirme que « le partenariat que nous avons engagé avec la Fondation Total entend valoriser la culture et l'accès à la pratique artistique comme facteur de cohésion sociale, d'éducation et d'émancipation des citoyens. Sans ce soutien financier décisif, nous serions dans l'obligation d'y renoncer à très court terme* ». Malgré quelques coups d'éclat, la mobilisation contre l'artwashing a donc du mal à émerger dans l'Hexagone. Bernard Hasquenoph le constate : « *En France, c'est poussi, il n'y a pas de tradition de renouveau autour du musée, même au niveau des artistes* ».

COUP DE PRESSION SUR BP

De l'autre côté de la Manche, la mobilisation compte déjà quelques victoires importantes. Premier combat de l'association BP or not BP ? la Royal Shakespeare Company a mis fin au sponsoring de BP en octobre 2019 après sept années d'actions régulières. Succès également à la National Gallery of Scotland et au National Theatre sans que, toutefois, les performances des activistes soient évoquées comme cause de la résiliation du partenariat. Au British Museum, plus de 800 personnes se massent autour de l'immense cheval

de bois. Bouclier au bras, casque vissé sur la tête, roge blanche accompagnée d'une couronne de lierre doré, ils souhaitent que cet événement soit aussi visuel que politique. Pour Malou, ce mode d'action permet de rassembler des personnes d'horizons différents : « *Il y a des militants très impliqués chez Greenpeace et d'autres qui sont d'ex-collègues actuels. Ils souhaitent utiliser leurs talents pour d'autres causes. C'est un vrai mélange* ». Une diversité qui se traduit par le mode d'action. Pour la première fois, les militants sont intervenus dans une dizaine de salles du musée, entonnant des chants ou déclamant des discours afin d'interpeller les visiteurs sous le regard des agents de sécurité.

À l'issue de la protestation, le British Museum n'a pas annoncé la fin du mécénat de BP. Dans une interview accordée à *The Guardian*, le directeur du musée, Harwig Fischer a réaffirmé sa volonté de maintenir ce partenariat : « *Le British Museum offre à des millions de personnes une extraordinaire opportunité de rencontrer les cultures et les histoires de l'humanité. Sans soutien extérieur et le mécénat, cela ne serait pas possible* ». Pour autant Mel Evans, militant à BP or not BP ? ne se résigne pas : « *En 2022, le contrat arrivera à terme. C'est très important de maintenir la pression sur le musée et le directeur. Nous voulons faire changer sa position avant la signature du prochain contrat* ». 9

La marée noire des « artistes » de BP or not BP ? au British Museum, 8 février 2020.



LA CGT MET DU VERRE DANS SON ROUGE

Pour se refaire une jeunesse, le syndicat surfe sur la vague écologiste, embarquant dans un même combat défense de l'industrie française et protection de l'environnement. Un grand écart entre deux objectifs naguère inconciliables.

Texte de Jules Rondeau et Yann Thénot.

Photo de Merton Esquerré.
Illustration de Clara Delboscé.

Au siège de la CGT, à Montreuil, le 4 février 2020.

28
Medialibre III

Peu habitués à tant d'honneurs, les 236 ouvriers de la papeterie UPM Chapelle Darblay (Seine-Maritime) attendent l'inauguration de l'exposition qui leur est consacrée au siège montreuillois de la CGT. Sur le fronton du bâtiment, les traditionnelles affiches pour la semaine de 32 heures ou la sécurité sociale des travailleurs ont été remplacées par une banderole « *Tous mobilisés* », qui accole dans un même slogan urgence sociale et urgence climatique. Au centre de ce complexe s'affaîment les réceptionnistes, afin que tout soit prêt pour l'arrivée de Philippe Martinez, le secrétaire général du syndicat. Ce dernier multiplie les marques de soutien aux salariés normands, dont l'usine recycle et produit du papier pour la presse. Le site est menacé de fermeture depuis que son propriétaire, le géant finlandais de l'industrie papetière et forestière UPM, a annoncé, le 10 septembre dernier, vouloir quitter la France.

Le groupe a pourtant investi près de 80 millions d'euros afin de faire du site centre-ville de la Chapelle Darblay un modèle d'industrie respectueuse de l'environnement : chaudière biomasse consommant les rebuts du recyclage à la place d'énergies fossiles, voies fluviales et ferrées pour limiter l'acheminement par camions, station d'épuration biologique capable de subvenir aux besoins de l'agglomération rouennaise. « *Avenir déshé*

« **Aucun déchet ne sort de la Chapelle Darblay pour être incinéré ailleurs. On recycle absolument tout.** »

ne sort de l'usine pour être incinéré ailleurs, on recycle absolument tout », explique fièrement un salarié. Déjà en 2007, dans sa communication tant interne qu'institutionnelle, UPM annonçait une réduction de 25 % de ses émissions de CO₂.

« La Chapelle Darblay est le symbole qu'on peut concilier industrie et préservation de l'environnement »,

marretait Philippe Martinez le 29 janvier dernier, lors de sa visite de l'usine en compagnie de Julien Bayou, secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts. Enjeu de taille pour la CGT, qui assiste, impuissante, aux destructions d'emploi dans l'industrie française (un demi-million de postes de travail en moins entre 2006 et 2015, selon Insee). Face à ce bilan catastrophique, le syndicat vendit ses arguments

Un salarié du groupe papeter UPM.



et tente un grand écart en associant climat et revitalisation de l'industrie. Loin d'être une pionnière dans ce domaine, la CGT a surtout rattrapé son retard. La CFDT, la CFTC et l'Unsa l'ont en effet devancée en publiant, en mars 2019, un livret de 66 propositions « pour un pacte social et écologique » aux côtés de

Nicholas Hulot, du Réseau

action climat et de France nature environnement. En septembre 2019, le syndicat de Philippe Martinez appelle à participer aux marches mondiales pour le climat. Dans une revue interne, Catherine Perret, numéro deux de l'organisation, amorce ainsi ce tournant : « *La CGT se situe dans une démarche d'ouverture vers l'ensemble des ONG travaillant sur l'environnement, pour discuter du lien qui existe entre l'urgence sociale et l'urgence climatique.* » Pour se défaire de son image de syndicat productiviste, elle cosigne le 18 janvier dernier, avec sept autres organisations, une tribune dans *Le Journal du dimanche* dénonçant « *les crises sociales et écologiques qui nuisent leurs racines dans des décennies de politiques d'affaiblissement des acquis sociaux et des services publics, de soumission à des doctrines économiques inefficaces et destructrices, de toute-puissance du secteur financier.* ». Parmi les signataires, Greenpeace : il est surprenant de trouver côte à côte l'ONG internationalisée farouchement opposée au nucléaire et au productivisme, et une organisation syndicale qui défend l'atome et le maintien du secteur industriel.

POUR PARLER AVEC GREENPEACE

« *Lobbying, c'est d'écrire nos lettres à l'extérieur des entreprises menacées pour gagner la bataille de l'opinion publique,* », explique Véronique Martin, responsable du pôle environnement de la CGT. Elle décrit un concret difficile pour les ouvriers touchés par les délocalisations, souvent subies avec résignation. Ce virage aurait été impossible à prendre il y a cinq ou six ans. Mais, dans le contexte du mouvement mondial pour le climat et en particulier des mobilisations de la jeunesse (« *Fridays for future* » impulsés par Greta Thunberg), les interventions portant sur

l'environnement se sont multipliées lors du dernier congrès du syndicat, du 13 au 17 mai 2019, à Dijon.

C'est Véronique Martin qui a mené les discussions avec Greenpeace : « On savait que, sur certains sujets comme le nucléaire, ça allait être compliqué. Mais, une fois ces questions climatiques écartées, on arrive à avoir des discussions constructives. Nous ne sommes pas obligés d'être d'accord sur tout pour mener des combats communs. » Contactée de nombreuses fois à ce sujet, Greenpeace préfère remporter, et « prendre du recul » pour « mettre ce travail en perspective avec les autres campagnes et évoquer le sujet en mars ».

Alors qu'elle peine à faire entendre sa voix auprès des institutions françaises, comment la CGT entend-elle peser sur la question mondialisée du changement climatique ?

La responsable du pôle environnement argumente : « Nous essayons d'intervenir à tous les échelons, que ce soit localement en accompagnant des projets de salariés comme à la Chapelle Darblay, ou à un plus haut niveau, au Conseil national de l'industrie ou dans les organismes internationaux. » L'organisation syndicale tente ainsi de promouvoir un modèle de « transition juste » mêlant rationalisation de l'industrie, circuits courts, défense de l'emploi et relocalisation de l'activité. « On fait très attention, car notre objectif n'est pas de réintérioriser en France des industries polluantes pour le principe. Défendre le producteur français sans visée environnementale

régulièrement posés, c'est de savoir si nos positions

sont uniquement centrées sur la défense de l'emploi », reconnaît An Le Nouail-Maillière, conseillère confédérale qui a contribué au virage écologique du syndicat. Pour elle, la CGT a fait évoluer sa grille d'analyse : « Avant, nous nous focalisons sur des phénomènes de délocalisation que nous laissons du côté de la main-d'œuvre, alors que d'autres aspects entrent en jeu, comme l'absence de législation environnementale dans les pays concernés, la baisse du coût de l'énergie et des transports. »

Dans son bureau décoré de pancartes reprenant les slogans de la CGT en chinois ou en coréen, Sylvain Goldstein prépare son prochain déplacement. Du 25 au 27 février, ce responsable du secteur Asie partira en Inde pour un sommet des

« L'usine de demain existe déjà. Le problème c'est qu'on est en train de fermer ce qui devrait être un exemple »

Cyril Biffaut, délégué syndical

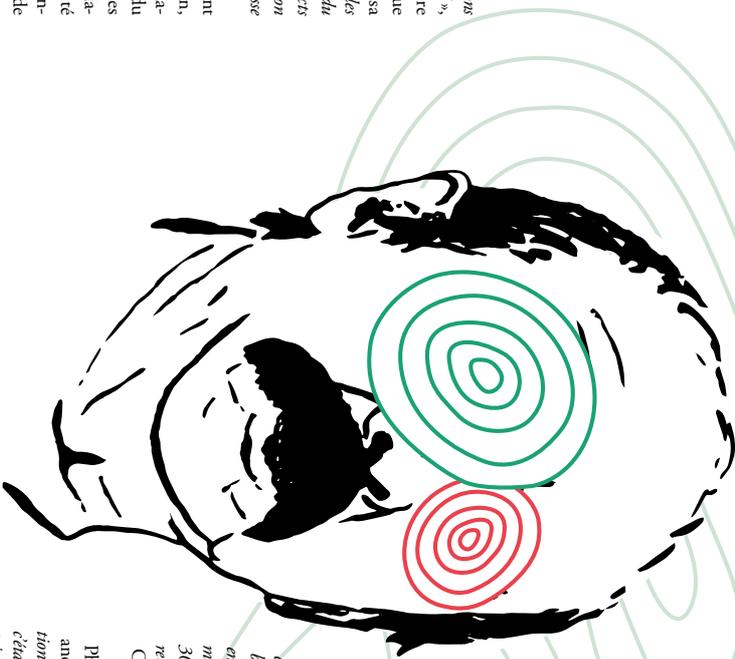
syndicats européens et asiatiques consacré à la santé des travailleurs et à l'environnement. En ligne de mire, les pays occidentaux qui exportent une partie de leurs déchets en Asie du Sud par bateau. En 2018, la France a exporté près de 1,8 million de tonnes de déchets par bateau hors de l'Union européenne.

Devant l'augmentation de ces flux, certains pays comme le Cambodge ou la Malaisie ont même renvoyé plusieurs cargaisons de déchets dans leurs pays d'origine. « L'objectif de cette rencontre est de mettre au point une déclaration commune, et de faire prendre des décisions contraignantes au niveau des organismes internationaux pour empêcher ces pratiques », explique Sylvain Goldstein.

Ces rencontres seront-elles fructueuses ? Pour l'instant, les multinationales semblent mener la danse de la transition écologique, jusqu'au sein de l'ONU. Chaque année, l'organisme remet le prix du champion de la Terre au patron d'un grand groupe industriel pour son action en faveur du climat. Parmi les lauréats, Paul Polman, l'ex-PDG d'Unilever, mastodonte de l'agro-alimentaire, récompensé en 2015. « Ces entreprises fixent le cadencier de la transition en fonction de leurs besoins et face à leur puissance politique et financière, les seuls moyens dont nous disposons reposent sur les

FAIRE ÉVALUER LA GRILLE D'ANALYSE

Maintien du nucléaire, des dernières centrales à charbon (Le Havre, Saint-Avold, Gardanne et Cordemais) ou de l'industrie automobile : Les positions de la CGT ont de quoi retrofridir les militants de la cause climatique. Il faut dire qu'en France, le secteur des transports reste le plus polluant, avec près de 30 % des émissions de CO₂ en 2017, dont 15 % pour les véhicules personnels. « La question de fond qui nous est



syndicalistes locaux et les délégués du personnel », ajoute le cégétiste chargé de l'Asie.

Pour comprendre comment le syndicat applique ses propositions, il faut se rapprocher des sites menacés de fermeture. C'est là que s'inventent les éventuelles solutions alternatives. Par la force des choses, les salariés d'UPM sont devenus les ambassadeurs du secteur de l'industrie papetière. « L'amarrage de la CGT, c'est qu'on dispose de spécialistes dans tous les secteurs d'activité. Les salariés sont les meilleurs experts, sur les questions climatiques autant que sociales », déclare Nicolas Faucher, dirigeant de la Filpac (Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication). Avec d'autres responsables syndicaux, il a suivi les salariés normands lors d'une tournée en France de plusieurs semaines, pour chercher des solutions et faire connaître leur combat auprès du grand public : « L'usine de demain existe déjà, mais le problème, c'est qu'on est en train de fermer ce qui devrait être un exemple, au moment où l'on parle beaucoup de lutte contre le changement climatique », regrette Cyril Biffaut, délégué syndical du site de la Chapelle Darblay. Les salariés d'UPM ne sont pas les seuls à porter ce genre de projet. En Seine-et-Marne, les ex-salariés d'Arjowiggins, spécialisés dans la production de papier sécurisé pour les documents officiels (billets de banque, passeports) bataillaient jusqu'à récemment pour la reprise

de leur activité sous la forme d'une scop (société participative et coopérative), après le départ du propriétaire de l'usine. Leur projet incluait une forte dimension environnementale, en remplaçant le coton habituellement utilisé pour la fabrication des papiers spéciaux par du chanvre, provenant de petits producteurs du département : « Le coton que nous utilisons est produit à l'autre bout de la planète, bourné de pesticides et importé en cargo puis en camion. Rien à voir avec notre modèle basé sur du chanvre bio, qui pousse à 30 kilomètres de l'usine, et qui ne laisse aucun rebut », explique Patrice Schaafs, ex-délégué CGT de l'usine et porteur du projet.

Fin janvier, le Premier ministre, Édouard Philippe, oppose une fin de non-recevoir aux anciens ouvriers d'Arjowiggins. « La seule condition qui était posée pour que le projet aboutisse, c'était que l'État se porte actionnaire non-majoritaire, explique le syndicaliste. Mais, la Banque de France ne produisant pas de papier fiduciaire, nous est maintenant importé de l'étranger. À priori, les cartes grises arrivent en camion depuis la Pologne ». D'où la réponse d'Édouard Philippe : « L'État ne peut garantir la majorité des concours financiers d'un projet de nature industrielle. »

ÉCONOMISER 50% DU BILAN CARBONE

Malgré les bénéfices de 16 millions d'euros engrangés en 2018, les stratégies financières paraissent l'avoir emporté sur le site de la Chapelle Darblay : « Ils baissent leur production uniquement pour organiser le manque et maintenir des prix élevés après de leurs clients », estime l'un des ouvriers.

Les salariés d'UPM ont invité quatre fois le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, en vain. Selon la CGT, la fermeture du site aura des conséquences désastreuses. À plein régime, l'usine traitait les déchets en papier de 20 millions de Français, 300 000 tonnes par an qui seront incinérées au lieu d'être recyclées, alourdissant la facture carbone du secteur papetière. « Si jamais l'usine ferme, il faudra prévenir la population que ça ne sert plus à rien de trier ses déchets », lâche un ouvrier dépité. Selon Patrice Schaafs, 26 000 emplois supplémentaires pourraient disparaître parmi les sous-traitants de la filière. La Fédération française des entreprises du recyclage estime, quant à elle, que l'industrie du recyclage permettrait d'économiser au moins 5 % du bilan carbone annuel français. 9

EXTINGTION

REBELLION

FÉDÉRÉ LES GÉNÉRATIONS

Habituaée à la désobéissance civile et aux actions choc, l'organisation anglo-saxonne se développe rapidement sur le territoire français. Au sein du mouvement, très jeunes et personnes âgées ne sont pas en reste pour lutter contre la catastrophe écologique.

Une dizaine de camions de CRS arrivent sur les lieux sans intervenir. Des membres d'Extinction Rebellion sont entrés par effraction ce lundi 17 février 2020 à 6 heures en bloquant le site Lataige avec une action « Fin de chantiers ». Les activistes, vêtus de combinaisons blanches ajustées aux couleurs de l'action, ont occupé cinq entrées. Puis, armés de peinture bleue, jaune, rose barbe à papa, les « activistes » ont tagué les camions à coups de : « Étiouffe la mer », « Le béton est armé », « Laisse le sable à la mer »... Les bloqueteurs se sont entraînés en *armalaks* – outil bloquant les bras et empêchant leur évacuation –, tandis que les grimpeurs, équipés, se chargeaient d'accrocher deux immenses banderoles « STOP! Fin des écodés!».

Texte de Tiphaine Crumet et Sanelia Nesica.

Photos d'Elodie Lacombe.



Le logo de XR est formé d'un cercle symbolisant la planète, entourant un sablier. La couleur noire représente le deuil, le vert, le combat écologique. Leurs revendications : la reconnaissance de la gravité de la situation, la réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre, l'arrêt sans délai de la destruction des écosystèmes, ainsi que la création d'une assemblée citoyenne. Des images fortes, comme le cortège de cerueils « Our future », à Londres, ont fait le tour du monde. Ces écologistes non violents n'hésitent pas à bloquer l'entrée des bâtiments publics ou la circulation, à entraver tout accès aux sièges des entreprises, ou encore à s'attacher à l'aide de colle ou d'*armalaks* afin d'empêcher la police de les évacuer. Ils sont formés pour résister, leurs rassemblements unissent petits et grands.

100 000 MILITANTS DANS 70 PAYS

XR est né au Royaume-Uni sous l'impulsion d'universitaires. Parmi eux, Roger Hallam, chercheur en agriculture. En avril 2018, il organise une première réunion de 15 membres dans un café. Comme le processus biologique de la mitose (dédoublement d'une cellule), ces réunions se multiplient. Le 17 novembre 2018, 6 000 personnes organisent le blocage du trafic des cinq ponts au-dessus de la Tamise. Un an plus tard, l'organisation regroupe 100 000 militants répartis dans 70 pays, dont environ 8 000 en France. XR France est lancée le 24 mars 2019, place de la Bourse à Paris. Depuis avril de la même année, les militants ont bloqué une antenne du ministère de la Transition écologique, les tours Total, EDF et SG, le pont de Sully, puis le centre commercial Italie 2, blocage qui aura duré dix-sept heures. Plus récemment encore, la place du Châtelet et le pont au Change. Avec plus de 73 groupes locaux en France, XR n'entend plus s'arrêter là...

À Paris, les activistes en combinaison noire déboulent sur le site du bétonnier Lataige après avoir tagué les camions.

« En réunissant des personnes de toutes les générations, on se fait beaucoup de bien »

Adrien, organisateur XR IDF.

Après une présentation des membres de XR, chacun est invité à se trouver un pseudo. Autour de la table, il y a différents profils : des jeunes de 20 à 30 ans, majoritairement étudiants, des militants Youth For Climate. Les outils sont cryptés et les infos filtrées en fonction du degré de confiance : de 1 pour les nouveaux arrivants à 4 pour un coordinateur. « XR est un organe de pression, pas de solution », annonce Davy, le formateur. Les membres n'ont pas de signes distinctifs, d'où le risque d'infiltration : nous avons souvent les anarchistes et les Renseignements généraux. » Les thématiques se distinguent en sept groupes à choisir selon ses préférences : média, formation, matériel, artivisme, juridique, recherche (données chiffrées) et coordination internationale (deux rassemblements annuels). Tout se déroule à visage découvert. La carte d'identité est obligatoire le jour J. La seule information confidentielle – tenue au secret le plus longtemps possible – est le lieu de rendez-vous. Pour le prochain blocage, chacun doit réfléchir à la posture souhaitée : bloquer ou base arrière.

ÉNERGIES NON VIOLENTES

Une réunion de formation à la désobéissance civile est obligatoire pour tout rebelle : pas de mineurs ni de personnes âgées. Elle se déroule dans une salle de yoga, à Denfert-Rochereau. Les formateurs – Juis, Max et Maya – sont jeunes. La séance démarre par des exercices physiques axés sur la non-violence. « Chacun a sa perception de la violence en fonction de son





netu et de son éducation », dit Maya. Ce ressenti ne peut être modifié, rien ne sert d'argumenter. La non-violence est une posture face au conflit ; l'intention est différente. « La non-violence est ma première motivation », s'exclame Servi.

« Dans l'opinion publique, il y aura toujours l'opposition : soit nous êtes des Bisounours, soit nous êtes trop violents », explique Juls. La non-violence est, pour XR, une stratégie, non un choix philosophique. « Ne pas oublier qu'être réprimé peut entraîner l'empathie », ajoute-t-il. En base arrière, derrière chaque bloqueur, se trouvent un médiateur, un contact police, un ange gardien, un street medic, un volontaire média et un artiste. Nous passons en revue les techniques qui permettent aux bloqueurs de s'accrocher aux autres par les bras et les jambes. Puis nous est expliquée la démarche à suivre en cas d'arrestation et de garde à vue ; nous devons écrire sur nous le numéro de la cellule juridique XR qui informera la famille. « À revenir : pendant l'audition, il conviendra de ne rien déclarer et de refuser la comparaison immédiate », martèle Max. « Si, lors d'un blocage, 20 personnes sont interpellées, il faut que quelqu'un puisse informer les autres, d'où l'utilité des mineurs-observateurs », rappelle Juls.

PARENTS ET JEUNES ENFANTS

Dans la maritèe du samedi 2 février 2020, sur la place d'Armes, devant le château de Versailles, XR organise un die-in. Les drapeaux et les banderoles « Biodiversité et climat, dites la vérité. L'urgence est là » plantent le décor. Les rebelles distribuent des tracts qui résumant la situation climatique actuelle. Parmi la soixantaine de membres présents, il y a aussi de jeunes enfants, accompagnés de leurs parents. Versailles est un choix stratégique : Macron y tient un discours consacré à l'économie et dans lequel il n'aborde pas l'urgence climatique. Le die-in consiste à s'allonger ensemble par terre et à stimuler la mort. Cette action symbolise l'appauvrissement de la biodiversité et l'extinction des espèces. Après une course musicale, tous les corps s'effondrent dans un effet domino, de sorte à former le logo du mouvement XR. Un cri, « Extinction ! », suivi d'une réponse, « Rébellion ! », et tous se relèvent. La musique reprend, le cadre festif et les prises de parole commencent. Une jeune militante, Aquae, explique les exigences de XR : « Les pouvoirs publics et les médias doivent dire la vérité sur l'urgence écologique ! Toutes ces institutions doivent s'engager et prendre des mesures



radicales ! » Le changement des comportements individuels est nécessaire selon FredY, mais « ne sert pas suffisamment ; le gouvernement doit mener des actions concrètes ». Dans le cadre des élections municipales de mars, XR tente d'interpeller les programmes des candidats. Finibb nous précise qu'ils sont radicaux et lassants : « Il y a une petite prise de conscience sur le réchauffement climatique, mais c'est bien d'être suffisants ». Viriel, militante de 19 ans, distribue des tracts à des enfants en leur précisant qu'il y a déjà d'autres enfants dans le mouvement. Pour cette étudiante, « il est tout à fait possible de faire de l'écologie radicale non violente en assumant un cadre légal non dangereux ». Lors de die-in, les petits sont placés à des niveaux de risques juridiques faibles et restent sous la responsabilité de leurs représentants légaux.

Les blocages, quant à eux, sont plus dangereux, car l'exposition aux risques physiques – gaz lacrymogènes, arrestations... – est plus présente. En début d'après-midi, est justement organisé le blocage d'une rue de la place du marché Notre-Dame, dans le centre de Versailles. « Nous ommenez tout le monde ! », s'écrit une conductrice qui attend de passer depuis plusieurs minutes. Les membres de XR, placés de chaque côté de la rue, ne cèdent pas. Une fois la police sur place, le ton monte encore, mais XR a pour objectif de rester toute l'après-midi. Les militants paiblement les télé-remis se consultent pour décider s'ils poursuivraient

Journée d'actions, die-in et blocages à Versailles en réaction au discours de Macron sur l'économie le 20 janvier 2020, où le président n'a mentionné nulle part l'urgence écologique



« JE NE SUIS JAMAIS FAIT AUTANT D'AMIS »

Adrien, inter-origa Ile-de-France, souhaite « défendre la beauté du monde par de belles actions. Ça permet de connecter émotionnellement les gens aux informations. En réunissant des personnes de toutes les générations, on se fait beaucoup de bien. On est très proches et depuis un an, je ne me suis jamais fait autant d'amis ». « On est comme une famille », ajoute Sacha, 17 ans.

Les rebelles arrivent le lundi 17 février sur le site de Laferrière, dans le 15^e arrondissement de Paris, site choisi pour cible car 39 % des émissions mondiales de CO₂ proviennent de l'industrie du BITP. Le lieu a été tenu secret jusqu'au dernier moment ; par sécurité, les portables avaient été confisqués et rendu à la dernière minute. Certains grimpeurs, qui ont accroché les banderoles, sont aguerries, par leur métier ou leur passion, les autres sont entraînés en interne. Selon les organisateurs, 400 militants se sont réunis ce jour-là. Parmi eux, une majorité d'étudiants d'une trentaine d'années.

Une immense fresque artistique est réalisée avec la participation de trois enfants de 6 ans à 11 ans, au-dessus du message : « Nous sommes la mainmise herbe désormais le béton. » On peut lire également sur les murs du site « Écologie radicale, mort au Capital ! ». Pour Nestor, 62 ans, « Les jeunes sont plus disponibles et craignent moins ce type d'action. Moi, je suis au chômage ». Certains se déplacent de Rennes, Nantes ou Marseille comme Manu, 40 ans, venue exprès pour cette journée. Un employé, considérant qu'il subit une forme d'« invasion », reste moqueur : « Tant qu'il n'y a pas de casse, ce n'est pas dérangeant. Par contre, ces jeunes pseudo-télos ont tous les téléphones dernier cri. » Du faux sang est versé sur le sable du site. Une brigade red-rebels (vêtue de rouge) défille lentement. Avec eux, Cirvain, 29 ans, nous explique que les espèces que l'on « éteint » n'ont pas leur mort à dire.

À 13 h 24, les véhicules des CRS quittent le site. Les rebelles de tous âges leur font des signes d'au revoir, puis résument un tonnerre d'applaudissements des militants. **9**



l'action ou non. Les commerçants du marché, comme William Robert, sont furieux. « Vous devriez partir ! Moi je ne bosse plus là. Vous avez tout le marché », râle-t-il. Slim nous confie : « C'est nous les petits commerçants qui trinquent. Moi, j'ai un stand de vêtements, c'est déjà dur comme ça. » Trois membres de XR s'installent à même le sol, sur une couverture. Parmi eux, Prudence, 44 ans, nous présente sa bibliothèque de livres pour enfants : « On a de super livres. On tente de leur expliquer qu'il faut agir pour sauver le monde ! » Tous les activistes rient en chœur : « Des gaz à effet de serre / Du plastique dans nos murs / De cette société-là / On n'en veut pas ! » Chacun est benoîte, « on est payé un peu en lacrymo », ironise Lulu, avant de nous expliquer que cette action est aussi une proposition afin de rendre cette rue piétonnière.

Présente depuis 7 h 30, Pangolin, 19 ans, nous explique : « Ça va faire neuf heures que je dépense beaucoup d'énergie pour une cause qui me tient à cœur. » Moi, je me suis levée tôt, mais c'est toujours sympa, et c'était tranquille aujourd'hui », dit Bérénice, 16 ans. Après concentration, à 16 h 45, les activistes quittent les lieux, considérant que l'objectif de l'action a été atteint. Ils repartent entourés de policiers, banderoles déployées, vers le château de Versailles. Le cortège chante en chœur : « Rejoignez-nous, ne nous regardez pas ! 1,2,3 degrés ! C'est un crime contre l'humanité ! On est plus chaud que le climat ! »

LE LITTORAL

Avec le réchauffement climatique, la montée des eaux et les puissantes tempêtes exposent toujours plus les villes côtières à des risques de submersion. En Normandie, l'érosion des falaises est le symptôme flagrant d'un empiètement de la mer sur la terre. Les pluies intenses, la houle et les activités humaines fragilisent de toute part les falaises. Les effondrements se multiplient, emportant parfois les maisons. Avec l'appui du conseil régional, les chercheurs de l'université de Caen-Normandie surveillent l'évolution des côtes pour sensibiliser le territoire aux conséquences prévisibles du changement climatique. Et ouvrir, avec les élus, la réflexion sur ce que pourrait être la ville côtière de demain.

Texte de Thibault d'Argent
Photos de Audrey Delporte



AU BORD DU GOUFFRE

Dieppe, 3 février 2020

Une première maison a dévalé la pente en 2012. D'autres ne vont pas tarder à être happées. La falaise se défile progressivement, 70 mètres au-dessus de l'eau.



4 Université de Caen, 12 février 2020
Le Centre de réalité virtuelle et le laboratoire littoral, environnement, télédétection et géomatique de l'université de Caen ont réalisé une vidéo simulant les risques encourus d'étrécat en cas de montée des eaux et de tempête. Stéphane Costa, chercheur à l'initiative du projet, l'utilise pour sensibiliser les élus.

5 Quiberville-sur-Mer, 4 février 2020
Des caméras du réseau d'observation du littoral de Normandie et des Hauts-de-France sont installées en haut des falaises. Elles permettent aux chercheurs d'observer l'évolution des aboulemants en captant des photographies à intervalles réguliers.

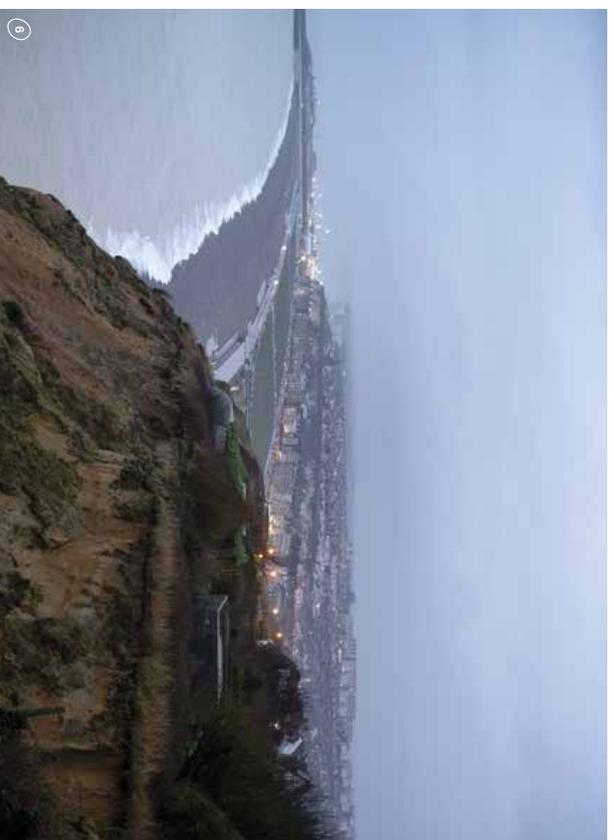
6 Dieppe depuis les falaises, 3 février 2020
La ville fait partie des zones déclarées Territoires à risque important d'inondation (Tri). En cas d'élévation de un mètre du niveau de la mer, Dieppe pourrait être submergé.



1 Dieppe, 3 février 2020
M. Pidiscant s'avance avec prudence sur le terrain instable qui était son jardin. Des maisons près du préséplice ont été évacuées. Lui a la chance d'occuper encore la sienne, protégée par un socle de cricla.

2 Quiberville-sur-Mer, 4 février 2020
Un blochaus de la Seconde Guerre mondiale est tombé en 1995. Ici, le recul du trait de côte est l'un des plus forts de la région - près de 40 centimètres par an.

3 Étrécat, 13 février 2020
Les ouvrages de protection du littoral illustrent la difficulté à contenir la mer pour défendre un urbanisme implanté au plus près de l'eau. Les perrés (à gauche) ont pour fonction de protéger les constructions, et les épis (à droite), de retenir les galets.



SCEPTIQUES



SPORTS MÉCANIQUES :

BRUIT, FUREUR ET GO

Textes de Nabli Khaded et Thierry Moutou.
Photos de Paul Lemoire, illustration de Clara Noël.

Les fans de rallye n'en démordent pas : une grosse cylindrée, il faut que ça hurle et que ça fume. Face à la pression des associations écologistes, les amateurs de course automobile relativisent leur impact carbone et glorifient le moteur thermique.

La nuit tombe sur Champagnole, commune de 8 000 âmes au cœur du Jura, ce samedi 1^{er} février 2020, à 18 h 15. La deuxième étape de la 51^e Ronde du Jura se déroule en nocturne et en circuit fermé. Aux premières loges du circuit, quelque 2 000 personnes s'amusent, soigneusement

tenus à distance par les commissaires de course. Équipés de parka de chantier et casquette vert et orange, ils assurent la sécurité aux abords de la piste. Sur l'avenue fermée à la circulation, les bolides attendent leur tour en file indienne pour le départ en contre-la-montre. Les 104 engins inscrits restent encore la fièvre de leur machinerie dans un vrombissement rauque.

Soudain, les 140 chevaux se calent à 4 000 tours par minute, trépidant d'en décroûder dans un hurlement féroce. Zéro au chrono : « *Là-bas l'embayage ! Plancher !* », crie Guillaume, le copilote de l'équipage n° 70. Le moteur 16 soupapes, lancé à plein régime, cabre instantanément la voiture sous une poussée tellement forte qu'elle semble prête à dévorer la piste. Phares en l'air, oscillant insatiablement de gauche à droite, la Citroën AX sport ne laisse pas la moindre miette de caillou. Les bêtes engouffrent les 150 mètres de ligne droite dans un déchânement de puissance et un parfum d'huile brûlée, pour franchir la ligne d'arrivée dans une embardée à pleine vitesse.

« *Il a tout péts, le Florent* », lâche un spectateur ébahi. Ivre d'adrénaline, Florent, le pilote n° 70, déclare juste après la course : « *La boîte ma lâché, mais rien à faire, j'ai tout envoyé à fond de première* ».

C'est sûr, l'air pur et le bilan carbone ne sont pas au centre des préoccupations des amateurs de rallye. « *Le sport auto, faut que ça fasse du bruit et que ça sente l'essence* », tonne Jacky Bavoyssi, entrepreneur dans la tôlerie mécanique, 36 éditions de la Ronde du Jura au compteur. D'autres fans de course automobile vont plus loin dans la défense de leur sport favori. Sur un groupe Facebook baptisé « Sauvons les sports mécaniques : anti-écrologie », plus d'un millier de membres dénoncent père-mêlé Greta Thunberg, Anne Hidalgo et apportent leur soutien à Donald Trump. L'objectif : défendre une passion



qui ils considèrent assaillie par des collectifs et des mouvements écologistes comme Ras le rallye ou Extinction Rebellion, deux ONG qui voient dans ces manifestations sportives des aberrations écologiques.

DEUX CORNETTE ET UNE PORSCHE CAYENNE

« Le rallye, c'est le symbole d'une violence routière, et surtout d'une orientation des dépenses publiques hors du temps », proteste Camille, le porte-parole de Ras le rallye. Il s'indigne du comportement contradictoire des pouvoirs publics qui, d'un côté, prônent les économies d'énergie, le tri sélectif ou encore les transports en commun et, de l'autre, « autorisent des inévitables portelles. On ne peut pas fumer devant son gosse et lui demander de ne pas le faire ». Camille se prêtait des arguments du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) et assure que « 99,9 % des scientifiques valident les conclusions alertant sur la dégradation climatique ». Il ne souligne pas la responsabilité directe du rallye, mais insiste sur le rôle de grosses entreprises, telles que Total, et des secteurs automobile et pétrolier qui ont « intérêt à continuer dans la voie des énergies fossiles ».

Xavier Roulleau, membre très actif du groupe Sauvons les sports mécaniques : anti-escrologie, ne l'entend pas du tout de cette oreille. « On endure les attaques de Ras le rallye tous les jours. Les préfets subissent les pressions des écoles du coin pour faire annuler chaque compétition », peste-t-il. Mais il reconnaît volontiers la bonne organisation de ce collectif : « Ils savent orienter le buzz. Ils sont persuadés de représenter le camp du bien et usent de méthodes extrêmes. » Le blocage des parcours de rallye en est un exemple. Également propriétaire de deux Corvettes de compétition, ce responsable informatique à la Caisse nationale d'assurance vieillesse se rend tous les matins au travail en Porsche Cayenne.

L'écologie n'est pas vraiment sa tasse de thé : « Sur le réchauffement climatique, il y a beaucoup de non-dits et de propagande. Les travaux du Giec

sont inévitables, et ne sont pas scientifiquement modifiés. C'est plus un organe politique dont on considère les publications comme parole d'évangile. »

Parfois, il flirterait presque avec le complotisme. Selon lui, Greca Thunberg serait manipulée par des « parents thématiker » pour « servir le lobby du greenwashing suédois ». Il ironise également sur Extinction Rebellion : « Une bande de gamins dont le moyen d'âge est de 15 ans, et qui manifestent le vendredi après-midi surtout pour sécher les cours. » Seul Donald Trump trouve grâce à ses yeux : « Il a compris que les affirmations du Giec sont complètement bidon. Il soutient l'industrie américaine, alors que l'Union européenne met en avant sa green tech et que la Chine utilise les accords de Paris pour affaiblir ses concurrents, sans renouer elle-même à ses centrales à charbon. »

IMPACT CARBONE « SURSTIMÉ »

Les compétiteurs de la Ronde du Jura ne sont pas en reste face à toute cette « escrologie ». Jady Baroysi, concourant sous le numéro 44 cette année, possède sa propre aciérie, Rolere Baroysi. Les Citroën C3 R5 arrivées dans les premières places au Rallye de Monte-Carlo, dont les résultats comptent pour les championnats du monde, ont été fabriquées ici. En Franche-Comté, la métallurgie est une tradition et une fierté locale : « La tour Eiffel a été constituée en acier fran-comtois ! » Le regard dur, il n'a pas le sourire facile et son physique de première ligne de rugby en impose. Bien campé sur sa chaise, il affirme que Ras le rallye néglige les retombées positives de ce sport sur la région.

« Le monde du rallye permet un développement économique. Mais, dans le Haut-Jura, la spéciale de Tabogaian [preuve chronométrée, ndlr] a dû être annulée pour cause de manifestation. » Jady est un compétiteur dans l'âme. Judoka ceinture noire, il a été contraint de raccrocher le kimono à la suite d'une blessure, au tournant de la quarantaine. C'est en louant la voiture de rallye qu'il usait un de ses employés qui il se passionne pour l'univers des courses auto. Il conteste



À bord de leur Citroën AX n°70, Guillaume et Florent ont parcouru la spéciale d'fond de première.

l'origine humaine de la crise environnementale et avance que le climat évolue naturellement.

« Sur le mont Kiné, il y a des traces de sédiments marins. La mer était présente ici il y a des millions d'années. La planète, elle respire. » Il rappelle que sa grand-mère de 99 ans a vécu un hiver sans neige dans le Jura en 1939-1940. « Aujourd'hui, on parle beaucoup plus du changement climatique, car les moyens de communication relatent plus facilement ce genre d'anomalies. » D'autres compétiteurs amateurs comme Guillaume et Florent, dont la Citroën AX consomme 16 litres par 100 kilomètres (contre 6 litres par 100 kilomètres pour une voiture classique), affirment que les arguments écologiques ne sont avancés que « pour booster le marché du lobbying ».

Pour autant, tous les fans de ce sport ne nient pas la réalité du changement climatique. Clément et Vincent, jeunes Stéphanois de 23 et 22 ans, indiquent n'avoir pris l'avion que deux fois dans leur existence, et relativisent l'impact de leur façon de vivre face à celui d'un citadin moyen. Pierre Ozer, docteur en sciences géographiques à l'université de Liège, leur donne en partie raison. Selon ses calculs, le Grand Prix de formule 1 de Belgique du 16 septembre 2007, à Spa-Francorchamps, aurait rejeté 8 400 tonnes de CO₂ en 90 minutes. C'était 42 000 tonnes pour le Rallye Dakar en 2011. À titre de comparaison, un tournoi de Roland-Garros rejette en moyenne 156 000 tonnes de CO₂, et la Coupe du monde de football qui s'est déroulée en Afrique du Sud en 2010 a produit 2 700 000 tonnes de

gaz à effet de serre. En résumé, une journée de Coupe du monde polue plus qu'un Rallye Dakar dans sa totalité.

HOSTILITÉ CROISSANTE DU PUBLIC

Si le sport automobile continue de glorifier les moteurs thermiques, il semblerait que le public, lui, se lasse – la chaîne TF1 a décidé de ne plus diffuser le Grand Prix de formule 1 – et épingle les comportements négligents envers l'environnement. En décembre dernier, l'aventurier sud-africain Milne Horn et son coéquipier norvégien Borge Ousland se rendent au pôle Nord. Ils se retrouvent bloqués dans un glacier et sont secourus d'urgence par un navire norvégien. Immédiatement après son sauvetage, Horn prend le départ du Rallye Dakar en Arabie Saoudite et devient la cible des réseaux sociaux, qui l'accusent d'agir en contradiction avec ses engagements écologiques. Pour se défendre, il met en avant les 40 profets environnementaux qu'il a financés, dont la plantation de plus de 6 millions d'arbres en Amazonie, et minimise l'impact carbone du véhicule qu'il a conduit lors de la course. Mais le mal est fait.

Consciente de l'hostilité croissante du public, la Fédération française du sport automobile (FFSA) cherche la parade. Elle a mis en place un calculateur carbone, à disposition des organisateurs de chaque course, pour mesurer les émissions de gaz à effet de serre durant les épreuves et encourager la préservation de l'environnement. Simple opération de *greenwashing*? Selon Frédéric Gabilion, pilote participant à la Nascar Whelen Euro Series, l'équi-

valent européen d'un championnat automobile, très prisé aux États-Unis, cela prouvera surtout « que l'impact n'est pas si énorme ». Lui n'a pas l'impression que le public se détourne de son sport pour cette raison. La réticence serait plutôt d'ordre culturel, et il pointe ici la responsabilité du gouvernement et des dirigeants de la FISA.

« On est un pays anti-sport auto depuis longtemps. On n'organise plus de Grand Prix de formule 1 depuis dix ans. Heureusement, il y a encore les 24 Heures du Mans. »

L'ÉLECTRIQUE, SOLUTION CONTROVERSÉE

Pourtant, le 27 avril 2019 se déroulait aux Invalides, dans le 7^e arrondissement de Paris, la quatrième édition du ePrix de Paris, étape du championnat de formule E de la Fédération internationale de l'automobile. La course était accompagnée d'un ballet de ces néobolides entièrement électriques dans les rues parisiennes, en marge de la compétition. L'électrique serait-il l'avenir de ce sport ? Frédéric Cabillon estime que « c'est une bonne initiative, cela amène le sport auto en centre-ville ». Le coureur s'interroge toutefois sur le véritable impact carbone de ces épreuves : « Les voitures ne sont pas chargées sur les prises de la ville. Elles utilisent d'énormes groupes électrogènes, ce qui

pose la question du recyclage des batteries. » Les fans de course automobile survivront-ils à une telle révolution ? Clément et Vincent, les jeunes Stéphanois de la Ronde du Jura, réduisent la fin des moteurs thermiques. « Si le rallye passe à l'électrique, on ne saurait pas le mouvement », assurent-ils. Xavier Roulléau, l'ant-escrologue des réseaux sociaux, estime pour sa part que l'électrique n'est pas une solution. Il rend le face au manque d'autonomie de ces véhicules et au coût humain de leur fabrication, notamment dans les pays peu développés : « Les batteries sont lourdes. En plus d'un mauvais rendement énergétique, c'est mauvais pour l'écologie et pour l'homme. Les hybrides, c'est mieux et très agréable à conduire. » Cette option serait viable « à condition de ne pas faire plus de 40 kilomètres par jour et de disposer de bornes de recharge à proximité », ajoute Frédéric Cabillon. Quant aux membres de Ras le Rallye, ils ne sont pas convaincus : « La technologie pour produire et recycler les véhicules électriques n'est pas véritablement écologique. » Pour l'heure, cette solution est donc loin de faire l'unanimité, et ce ne sont pas les fans de rallye qui diront le contraire : « Ce qui fait le charme du sport auto, c'est avant tout le bruit des moteurs, martèle Xavier Roulléau. Une course de perçues Bosch, ça ne m'intéresse pas ! »

Christophe et Yvon, venus de Cerniébaud, soutiennent chaque voiture depuis 8 h du matin.



EMBRISGANE AU PIED DE L'ASSEMBLÉE

Texte de Isabelle Gratien, Thoadée Mouglin et Thibault Rios.

Photos de Camille Niviolet.

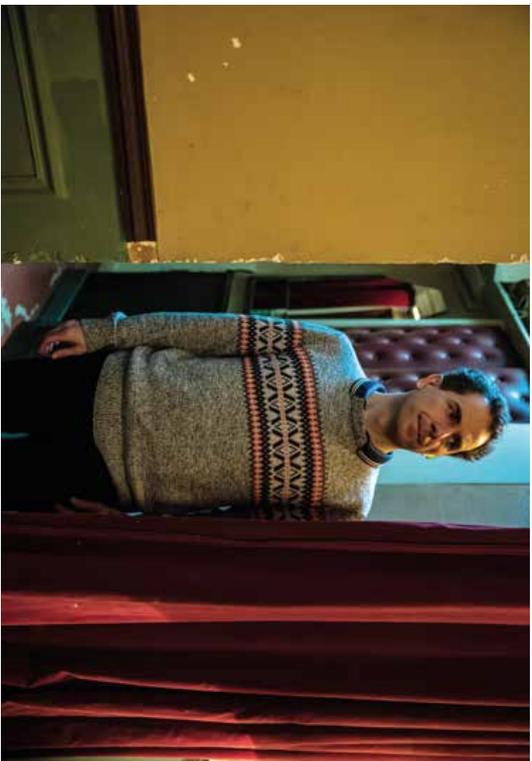
Autoproclamés « climato-réalistes », ils font le siège du Parlement dans l'espoir d'influencer les députés. Et si personne ne semble franchement convaincu par leurs théories, nul ne leur ferme la porte non plus.

Le 22 janvier 2020, une quinzaine d'hommes se réunissent près de l'Assemblée nationale, dans la « salle des Premiers ministres » du restaurant Chez Françoise, situé dans le 7^e arrondissement de Paris. Ils sont entrepreneurs, militants associatifs, politiciens ou retraités. L'un d'eux s'installe en bout de table, ouvre son ordinateur portable et, après le tour de présentation, prend enfin la parole : « Bonjour, je suis Benoît Ritraud, mathématicien et maître de conférences à l'université Sorbonne Paris Nord. Je vais défendre une opinion plutôt rare et très peu entendue : il n'y a pas d'urgence climatique. » L'assistance reste muette. Sentis les bruits de bouche ou d'assiette perturbent la tranquillité du repas. Peu influent pour l'heure, le Collectif des climato-réalistes, présidé par Benoît Ritraud, est pourtant bien décidé à lutter contre le consensus scientifique et politique sur les causes du réchauffement climatique. Encouragés par l'accession au pouvoir, outre-Atlantique, de négateurs du dérèglement comme Donald Trump aux États-Unis ou Jair Bolsonaro au Brésil, ses membres n'hésitent plus à prêcher le climatoscépticisme au plus près des instances dirigeantes françaises.

Une association, Liens directs, met à profit ses réseaux pour les aider à s'immiscer dans les travées du Parlement. Situé entre le ministère des Affaires étrangères et l'Assemblée nationale, le restaurant Chez Françoise est un lieu de pouvoir et d'entre-soi, où les parlementaires de tous bords ont leurs habitudes. C'est là, entre les murs de la « salle des Premiers ministres », ornés de caricatures des occupants successifs de Matignon, que se tiennent les conférences de Liens directs.

LIENS AVEC LES ENTREPRENEURS

Fondée en 2003 par des personnes du monde de l'entreprise, l'association travaille à tisser des liens entre parlementaires et entrepreneurs. Si l'on en croit son site web, plus de 90 élus du Parlement auraient déjà répondu à ses invitations. Comme l'ancienne députée européenne Rachida Dati, venue en 2011 parler social et avenir de l'Europe. « À chaque conférence, on fait intervenir un parlementaire ou un expert sur le sujet à l'ordre du jour », explique l'un des vice-présidents de Liens directs, Hervé Avoualy, ingénieur à la retraite. « C'est moi qui ai proposé



Benoît Ritraud
préside aujourd'hui
le Collectif des
climato-réalistes.

46

Medialibre III

Benoît Ritraud pour la rencontre sur le climat. Je lui découvre lorsque que je cherchais des avis divergents sur la question climatique. Je suis tombé sur le site des climato-réalistes, et ce qu'ils avaient à dire m'a paru digne d'intérêt.

À première vue, les deux hommes ont peu en commun, mais ils sont d'accord sur une chose : la thèse dominante sur le dégellement climatique ne serait qu'une vaste imposture. « *Quand allons-nous arrêter ce grand mensonge et faire croire (sic) le climat ?* », telle est la première phrase d'Hervé Azoulay dans son article « *La fake news du siècle : le réchauffement climatique* », paru le 16 juillet 2019 sur le site web l'Observatoire du mensonge, proche de l'extrême-droite.

CONTRE-SOMMETS À LA COP

Le Collectif des climato-réalistes a été créé le 1^{er} septembre 2015, deux mois avant la COP 21, à Paris. Composés, pour l'essentiel, de scientifiques et d'universitaires, il s'est déjà illustré en organisant des contre-sommets en marge des COP 21, 22, 23. Des rouses qui attirent peu les foules : le nombre d'observateurs n'y excède jamais la centaine. Il n'y a d'ailleurs pas eu d'édition pour l'année 2019.

Lorsque nous rencontrons Benoît Ritraud dans un café près de Bastille, son discours est mesuré : « *Je préfère des mois qui ayaient plutôt que des mois qui hystérisent, affirme-t-il. Je ne cherche pas tant à connaître les autres qu'à être compris d'eux.* » À mille lieues des articles à charge qu'il rédige régulièrement pour le site de *Valeurs actuelles*.

Benoît Ritraud estime que ses troupes pensent les questions environnementales « *de manière plus rationnelle* » que les autres. « *Contrairement à ce qu'on peut entendre, être climato-réaliste ne*

signifie pas que l'on se déintéresse des questions environnementales. Nous ne sommes pas les ennemis de l'environnement, bien au contraire. On s'y intéresse d'une autre façon. » Dans le viscéral de son association, les grévistes pour le climat comme Greta Thunberg, les ONG environnementales et en particulier la Fondation Nicolas Hulot, les médias « *mainstream* » qui relaient les discours écologistes et, surtout, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). D'après le mathématicien, le groupe s'est progressivement mué en organisation bureaucratique, un type de système dont

« *le propre est de chercher sans cesse des prétextes pour justifier son existence et ainsi se perpétuer. Dans le cas du Giec, le motif est tout trouvé : c'est l'alarmisme écologique.* »

Benoît Ritraud fait également partie du réseau international Clintrel, dont il est l'ambassadeur pour la France. Ce « *groupe d'intelligence climatique* » fondé par le Néerlandais Gius Berkhout, ancien ingénieur de la compagnie pétrolière Shell, a lancé le 16 septembre 2019 un manifeste intitulé « *Il n'y a pas d'urgence climatique* », signé à l'heure actuelle par 813 « *scientifiques et professionnels* ».

« DISCOURS INTELLECTUELLEMENT MALHONNÊTE »

Christian, technicien de la télévision à la retraite, sexagénaire jovial et direct, est militant écologiste depuis les années 1980. Il n'a pas apprécié sa rencontre avec Benoît Ritraud au restaurant Chez François. Il s'est senti piégé par les propos du mathématicien. « *Je me n'attendais pas à ça. On te sert un bon petit déjeuner dans un joli cadre, ça te donne de l'importance. Et après, on te vend un discours intellectuelle-*

ment malhonnête » – c'est-à-dire, selon lui, un discours qui met l'accent sur des détails pour mieux occulter la situation globale.

Comment Christian l'écologiste a-t-il pu se retrouver dans cette galère ? Il était invité par son ami André Added, fondateur et président de Liens directs. Les deux hommes se sont connus à Poissac (Corrèze), où ils sont voisins. Une semaine après la conférence de Chez François, ils se retrouvent le 29 janvier 2019 au cinéma Chaplin Saint-Lambert (15^e arrondissement de Paris) à l'occasion de la projection du documentaire *Après demain*, réalisé par Cyril Dion et Laure Noualhat, qui promeut l'écologie politique. Cette fois, c'est Christian qui invite André. Après la séance, ce dernier propose d'organiser la projection du documentaire à Excideuil (Périgord), où il a de l'entregent... et lui demande de le mettre en contact avec des députés européens Europe Écologie-Les Verts (EELV) afin qu'ils interviennent dans des conférences de Liens directs.

André Added est un homme de réseau. La soixantaine lui aussi, il porte une cravate rouge, un chapeau à la François Mitterrand et une montre à deux cadrans, « *un pour le Luxembourg, un autre pour le Texas, où ma fille habite* ». Sur son veston, un insigne du Rotary Club. En marge de Liens directs, l'homme anime le Cercle d'intelligence économique (CIE) du Medef. À la différence d'Azoulay, Added n'est pas un climatologue convaincu. Et malgré quelques assoupissements pendant la projection, l'homme assure même avoir

Hervé Azoulay,
vice-président de Liens directs, cherche « *des avis divergents sur la question climatique* ».



beaucoup aimé le film *Après demain*. « *C'est bien, les contradictions* », assure-t-il.

MANIFESTES AUTOÉDITÉS

La musique classique du très chic Café de la Paix n'arrive pas à couvrir les bruits de travaux qui troublent cette fin de matinée de janvier. C'est là qu'Hervé Azoulay aime à donner ses rendez-vous. Entre deux gorgées de café crème, il revient sur son parcours : « *Je n'ai jamais travaillé dans le public. Ce n'est pas mon style.* » Diplômé du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) en 1970, il exerce ensuite comme ingénieur informatique dans de grands groupes comme Schneider Electric, et cofonde un des premiers réseaux de Business Angels en France. Aujourd'hui à la retraite, il écrit sur l'informatique, l'investissement en banlieue et l'ENA, autant de travaux qu'il autoédite.

Depuis la catastrophe de Tchernobyl en 1986 et son traitement opaque par les autorités françaises, Hervé Azoulay frise le complottisme. « *Je connais bien les élites. Chez Schneider Electric, j'ai travaillé avec elles pendant des années. Avec les polytechniciens sur le nucléaire, avec les banques pour tous les dossiers. Ce sont eux qui dirigent tout.* » Durant les années 1990, dans l'entourage d'Alain Madelin, alors député et ministre, il connaît « *tous les attachés parlementaires de Paris et se trouve, affirme-t-il, au cœur du système* ». Toujours proche du monde politique aujourd'hui, il estime être un témoin privilégié de l'inefficacité de l'action publique, et a même écrit un livre sur ce sujet, *France tréville-toi !* (éditions Edizaz).

Avril 2020 47

Hervé Azoulay se méfie du Giec. « *Le bras armé des apparatchiks de l'ONU* ». Il admet qu'il n'est pas un spécialiste du climat : « *Je ne suis pas un scientifique. Mais j'ai beaucoup lu sur le sujet et je me suis fait ma propre idée* ». Il a signé le manifeste du groupe Climed. Et il ne s'est pas arrêté là. Début février 2020, il a proposé à Gérard Larcher, le président du Sénat, qu'il dit connaître depuis une vingtaine d'années, d'organiser, au palais du Luxembourg en octobre 2020, une rencontre autour des enjeux climatiques, sous l'égide de Liens directs.

GRAPPILLER UN PEU D'ESPACE MÉDIATIQUE

Le 28 juin 2019, dans un auditorium de l'ENS Lyon, se tient un débat sur le phénomène climatologique. Lionel Sordo d'Apollonia, sociologue et épistémologue, soutire en coin et accent occitan, encourage la controverse dans le débat scientifique, y compris jusque sur le terrain miné du climat. « *C'est dans la contradiction que la science progresse*, estime-t-il. *Sans oublier que le débat est la base de notre démocratie* ». Il est d'ailleurs ravi d'appréhender la possible tenue d'un colloque au Sénat, « *à condition qu'il ne soit pas biaisé* », précise-t-il.

En cherchant à décrier-blisser le consensus autour du réchauffement climatique, les climatoseptiques « *mettent en évidence les faiblesses rhétoriques et certaines des failles scientifiques des défenseurs de la thèse des causes anthropiques* [d'origine humaine, ndlr] *du réchauffement* », poursuit le sociologue. Pour lui, les « *climato-réalistes ont un comportement miteux* : *comme des champignons, un peu d'humidité et ça ressort* ». Plutôt orientés à droite, ils font peu de bruit, afin de ne pas heurter frontalement le consensus scientifique et politique. Mais, dès que la situation s'y prête, ils se découvrent pour grappiller un peu d'espace médiatique.

RELATS IDÉOLOGIQUES

Lors de la séance des questions au gouvernement le 3 décembre 2019, le député Les Républicains du Maine-et-Loire Jean-Charles Taugoudeau suscite la polémique en mettant

en doute les normes écologiques et les discours sur le dégellement climatique : « *Vous savez ce que disent les Français dans les campagnes ? [Quel] c'est le nouveau truc à la mode pour nous pomper notre fric ?* » Une sortie saluée par Benoît Ritraud. « *Pour la première fois, un propos retentant en cause la doxa en matière de réchauffement climatique s'est fait entendre à l'Assemblée nationale*. [...] *Jean-Charles Taugoudeau vient peut-être de donner le signal d'un revêt politique français sur la question* », se réjouit-il dans une tribune publiée sur le site de *Valeurs actuelles* le 4 décembre 2019.

Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un homme politique reprend le vocable climatoseptique. Lors des primaires de la droite pour l'élection présidentielle de 2017, Nicolas Sarkozy déclarait qu'« *il fallait être arrogant comme l'homme pour penser que c'est nous qui avons changé le climat* ».

Autrefois circonscrite au monde anglo-saxon, la doctrine climatoseptique a essaimé sur tout le globe. Outre l'essor d'Internet, on peut expliquer le succès de cette entreprise d'internationalisation par la stratégie mise en place par l'industrie fossile et ses relais idéologiques. « *Les climatoseptiques ne sont pas nombreuses dans les cercles politiques. En revanche, ils sont bien organisés et savent mettre à profit leur réseau* », explique Marc Hope, rédacteur pour *DeSmog UK*. Lancé en 2014, ce média en ligne traque l'influence des climatoseptiques dans le débat public et s'emploie à mettre en lumière leurs collisions avec les compagnies pétrolières.

Le climatoseptisme a-t-il un avenir en France ? Pour le journaliste briannique, l'hypothèse n'est pas à écarter même si, selon lui, la lutte contre l'écologie est plus un prétexte qu'une fin en soi pour la majorité des tenants de cette idéologie : « *La plupart des politiciens niaient pas réellement de crédibles idées climatoseptiques. En revanche, certains sont tout à fait prêts à s'en accommoder si cela leur permet de continuer à appliquer leur programme politique* ». À ce jour, le Sénat n'a en tout cas pas donné suite à la proposition de colloque d'Hervé Azoulay. **9**



CATASTROPHISTES

L'AVENIR,
AVEC OU SANS ENFANT ?

50

POUR LA FIN DU MONDE,
PRENDS TA VALISE

54



Alléa et Christine de Pisan, deux femmes importantes aux yeux d'Auréli, 27 ans, stérilisée volontairement.

Des champs de céréales, de betteraves, et l'horizon à perte de vue. Chainreaux, en Seine-et-Marne, a des allures de bout du monde. Cette commune de 917 habitants n'est pourtant qu'à une heure de Paris. Aujourd'hui, les averses alternent avec un soleil timide, qui peine à percer le ciel de février. Le bruit d'une tondeuse se fait entendre malgré les rafales de vent. À l'entrée de la bourgade, un panneau en bois gravé « Wapi » invite les visiteurs à accéder à un grand terrain boueux. Un premier abri en pierre, en cours de rénovation, apparaît devant une porte, puis un portier en hibernation. Une longère et un deuxième abri plantent le décor de cet « écoleu » en devenir.

La porte s'entrouvre sur les propriétaires, Johan et Héiani, un couple de trentenaires, sourire aux lèvres. Rowan, leur bébé de six semaines, dort dans les bras de sa mère. La visite de la longère commence.

Chaque pièce porte un nom de ville : « Rio, c'est pour la loge, Dakar, pour le salon, Rome, pour la cuisine, et Paris, pour les toilettes », dit en plaisantant Johan. Quelques livres sur l'effondrement rôdent sur les étagères de la bibliothèque. Et, tout au fond, Marrakech, une pièce équipée d'une piscine et d'un sauna. Se préparer à l'effondrement, oui, mais en douceur, précise Johan : « Nous restons tout nous-mêmes, avec du bois de récupération, du chanvre pour l'isolation. Nous faisons évoluer ce lieu grâce aux chantiers participatifs pour construire un îlot de résilience. » Car Johan et Héiani sont bel et bien convaincus que la fin de notre société industrielle est pour 2050. Ils ont créé ce lieu pour s'y préparer et adopter un mode de vie plus résilient. À moyen terme, ils visent l'autonomie en alimentation, en eau et en énergie.

La collapsologie se fonde sur des disciplines comme l'écologie ou la sociologie pour étudier les risques d'effondrement de la civilisation industrielle. Inventée en 2015 par Pablo Servigne et

Raphaël Stevens, coauteurs de *Comment tout peut s'effondrer* (Le Seuil), elle s'est depuis popularisée. Mais ses origines remontent à la publication du Rapport Meadows en 1972, paru aux États-Unis sous le titre *The Limits to Growth*, qui pointait déjà les dangers de la croissance économique et démographique pour la planète. Selon les penseurs de la collapsologie, l'espèce humaine a un impact durable et négatif sur la Terre, qui pourrait provoquer son effondrement d'ici à 2050. Les collapsos sont favorables à un système d'énergie local, à la sobriété énergétique, ou encore à la maîtrise de la démographie.

ROWAN, BÉBÉ COLLAPSO

Une enquête de la Fondation Jean-Jaurès du 10 février 2020 intitulée « La France : partie de la collapsologie ? » montre comment celle-ci gagne du terrain chez nous : 65 % des Français interrogés adhèrent à cette théorie. Pour la majorité des sondés, l'effondrement aurait lieu progressivement d'ici à vingt ans. Les causes mises en avant seraient le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources et la surconsommation. Selon la même étude, 23 % des Français interrogés ont déjà repéré un lieu de repli dans un village isolé et 18 % pensent à construire un abri. Depuis deux ans, les groupes de collapsosnautes fleurissent sur la Toile, notamment sur Facebook. Celui de La Collapso heureuse, créé en 2017, rassemble aujourd'hui près de 30 000 membres en France et en Suisse.

Pour Johan, le défilé a été la démission du ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot, en septembre 2018. Il se plonge alors dans la littérature collapsos. De son passé de cameraman pour la télévision, il se souvient : « *J'étais dans un monde fait de surfait, de champagne et de paillettes, qui ne me convenait plus.* » Johan et Héiani se rencontrent sur le groupe Adopte une collapso-rencontres-nous avant la fin du monde en 2019. Créée,

L'AVENIR, AVEC DES ENFANTS SANS

Les collapsologues prédisent la fin de la civilisation industrielle dans trente ans. Certains continuent pourtant de faire des enfants. D'autres, plus radicaux, vont jusqu'à se faire stériliser pour limiter leur impact sur la planète.

Texte d'Isabelle Demoyen et Brigitte Jamois.
Photos de Paloma Laudet

au départ, sur le ton de la bouzarde par des amis, en octobre 2018, la page fédère aujourd'hui quelque 5 100 membres. Elle propose aux participants de rencontrer des personnes en quête d'amour ou de permaculture, partageant la même

face au dégellement climatique qui entrainera famines, guerres et vagues migratoires, de plus en plus de personnes se posent la question : « avoir ou pas des enfants ? Selon une étude publiée en 2017, *The Climate Mitigation Gap*, de Kimberly A. Nicholus, maître de conférence en science de la durabilité à l'université de Lund en Suède, et de Seth Wynes, chercheur au département de géographie de l'université de Colombie-Britannique de Vancouver, un enfant de moins par famille vivrait dans un pays industrialisé éviterait l'émission de 58,6 tonnes de CO₂ par an –

« Je ne me voyais pas prendre la responsabilité d'élever un petit à 23h58 de la fin du monde »

Aurélie, agent technique

vision de l'avenir. « *Tout s'est passé très vite pour nous* », enchaine Johan. Un Nouvel An collapso avec des membres du groupe, la rencontre sur la Toile avec Héiani, et leur union donne rapidement naissance à Rowan, un bébé collapso.

« *Je ne voulais pas d'enfant, se souvient Héiani. Je n'avais pas la fibre maternelle et, biologiquement, d'après les médecins, je ne pouvais pas en avoir.* » Pourtant, un mois et demi après sa rencontre avec Johan, elle tombe enceinte. Héiani, d'origine polynésienne, a préparé du thé au jasmin. Insalable au salon Dakar, devant un tourter en bois en guise de table, elle revient sur son parcours en allant à son bébé. « *Quand je suis tombée dans la collapso, faire des enfants sur une planète aux ressources limitées et que l'homme détruit, ce n'était pas envisageable.* »

LES ENFANTS DES PAYS RICHES, REELS DANGERS ÉCOLOGIQUES ?

La jeune femme n'est pas la seule à cultiver de sombres pensées liées à l'environnement. La crise climatique peut peser lourdement sur la santé mentale. Johan et Héiani ont, selon eux, vécu deux épisodes dépressifs assimilables à un deuil, avant de trouver leur voie. Charline Schmeber, 35 ans, psychopaticienne en thérapie organique à Montpellier, a réalisé, en novembre 2019, une enquête sur l'« éco-anxiété » à partir des groupes Facebook qui font florès sur le sujet. Elle constate que « *vous, moi compris, avons traversé un processus de deuil : c'est une notion de sécurité qui est perdue. Ça bloque la notion de futur et d'imaginaire, dont la volonté d'enfant est une prolongation* ».

un enfant au Malawi. Les enfants des pays riches seraient donc de réels dangers écologiques ! Une affirmation qui sonne aux oreilles de certains comme une provocation.

DOUBLE SALPINXECTOMIE

À Besançon, en ce mardi pluvieux d'un début de mois de février, dans un café tranquille du centre piétonnier, la provocation s'appelle Aurélie. Rires en cascade sous de longs cheveux blonds, elle a commis l'impensable du point de vue de la société : elle a choisi de subir une double salpinxectomie – ablation chirurgicale des trompes –, une stérilisation volontaire à 25 ans. Un choix rarissime chez une femme qui n'a pas d'enfant.

Théoriquement autorisée en France après un délai légal de réflexion de quatre mois, l'opération est, dans la réalité, beaucoup plus complexe à obtenir. « *Vous vous trouvez face à un mur de refus de la part des gynécologues* », raconte Aurélie. Pourtant, sa décision était ferme : « *En l'espace de deux cents ans, depuis la révolution industrielle, on a réussi à flinguer notre écosystème. Je ne me voyais pas prendre la responsabilité d'élever un petit dans le contexte actuel où tout est instable, où les scientifiques s'accrochent à dire que nous sommes à 23h 58 de la fin du monde, à cause du réchauffement climatique et des crises qu'il entraîne.* »

Élevés par des femmes – en particulier par sa grand-mère –, elle reconnaît volontiers n'avoir jamais envisagé de faire des enfants : « *J'aime bien ceux de mon entourage, mais ma mère savait, depuis que j'étais toute petite, que je n'en voulais*

pas ! » C'est en classe de première, au lycée, à la faveur de travaux pratiques en cours de biologie, que se forge en elle une conscience écologique. En 2006, *Une vérité qui dérange*, le film de Davis Guggenheim sur Al Gore, est pour elle « *un véritable traumatisme* ». Sa décision mûrit lentement, mais sûrement : « *J'ai commenté par avoir peur de tomber enceinte. Et puis, petit à petit, cette peur s'est muée en force.* » En 2017, elle se retrouve enceinte, avorte, et commence à se rendre sur les groupes Facebook tels que Stérilisation volontaire féminine. Aurélie y trouve conseils, soutien, ainsi qu'une liste de gynécologues acceptant de pratiquer l'intervention sur le territoire français.

« AVOIR UN BÉBÉ EST ÉGOÏSTE »

Une année semée d'obstacles s'écoule entre sa prise de décision et l'intervention. Car la démarche reste taboue, même si un nombre croissant de femmes, déçues par la méthode Essure (obturation des trompes au moyen d'un ressort), s'y déclarent favorables et cherchent à s'informer. Selon Aurélie, le choix de se faire stériliser pour des motifs environnementaux est souvent moqué par le corps médical : « *J'ai dû tordre ma motivation écologique. Pour entamer toute démarche de stérilisation, il faut s'accrocher, mais, avec ce genre de mission, c'est encore plus difficile* », regrette-t-elle. On lui reproche son égoïsme : « *J'ai noté qu'avoir un bébé est tout aussi égoïste : il s'agit d'une personne qui va polluer. Je n'aurais pas entraîné un autre être humain dans cette angoisse de tous les jours. Pour moi, c'est une question de responsabilité.* »

La jeune femme se félicite aujourd'hui de sa décision : « *Enfin c'est fait ! Je vais pouvoir reprendre ma vie sans cette peur de mettre un enfant au monde, cette épée de Damoclès au-dessus de ma tête.* » Aurélie sourit : « *Je reconnais que j'ai un fond de pessimisme. D'après moi, il faudrait*

arrêter de faire des enfants, changer notre mode de vie de manière drastique et, après, refaire des enfants. »

« UNE CONTINUITÉ EST NÉCESSAIRE »

À Wapi, la collapso ne semble pas opposée à la procréation. « *Une continuité est nécessaire, affirme Johan, sinon, c'est la fin. Par contre, mes enfants seront des guerriers. Je veux les habituer à vivre à la dure, qu'ils soient rapidement autonomes, pour les préparer à un futur catastrophique.* » Héiani en est persuadée : « *Plus il y aura d'enfants sensibilisés à l'écologie, plus il y aura d'adultes qui vont dans une direction plus saine pour la planète.* » Cette ancienne professeure de biologie, pour qui la transmission est essentielle, souhaite ainsi créer une crèche afin d'accueillir les bambins de Chainreaux et des communes voisines.

Le jeune couple a donc décidé de relever le défi d'avoir un enfant sur une planète en pleine crise. Mais les parents lui ont choisi un prénom de guerrier. « *Rowan* » vient des mots germaniques *brud*, « gloire », et *wald*, « celui qui gouverne ». À seulement six semaines, le bébé porte déjà une lourde responsabilité. 2

Héiani et Johan, couple collapso. Malgré leur croyance en la chute de la société actuelle, ils ont choisi de fonder une famille



Pour la fin du

MONDE PRENDS TA VALISE

Face à la crise climatique et à l'effondrement économique, ils anticipent un avenir forcément catastrophique. Frédéric, Paul et Jennie apprennent à vivre en autarcie, stockent des provisions, fourbissent leurs armes et se tiennent prêts à partir... mais où ?

Texte d'Isabelle Gratien,
Photos de Natchiya Saprunova.

54

Medialibre III

S

ur la commode de la pièce à vivre de Frédéric, il y a des munitions, un contenu suisse et des pierres de cristal qui servent de décoration. « Il va y avoir des morts. La planète se réchauffe, il y aura des tempêtes, des cyclones, plus d'eau potable, les gens n'auront plus rien à manger. On se dirige en outre vers un gros problème économique mondial », annonce-t-il. Voilà quatre ans que ce quinquagénaire divorcé et père d'un enfant prépare sa future vie dans un monde de disette et de conflits.

Comme lui, Paul et Jennie* ont décidé de prendre les devants en se préparant à la catastrophe annoncée. À la campagne, ils apprennent les techniques de survie, s'entraînent à faire du feu ou à puiser de l'eau dans la nature, pratiquent la permaculture, et ont commencé à stocker de la nourriture et de l'eau pour parer aux pénuries comme à d'éventuelles contaminations. Anticipant la guerre civile, ils ont développé des réflexes d'autoprotection. Certains ont déjà investi dans de véritables arsenaux militaires. Comme la plupart des survivalistes, Jennie, une ancienne capitaine de l'armée de l'air, se dit influencée par la théorie de l'effondrement de Pablo Servigne. Selon ce conférencier français, la société est en grand danger à court terme — dix à quinze ans — en raison de plusieurs facteurs comme les

catinales à répétition, la baisse de qualité du spermé humain ou la fin de l'ère du pétrole.

Pour Frédéric, le monde est une jungle. Il a passé « des centaines d'heures » à tenter de comprendre le système, la Bourse, « pourquoi ça ne marche pas, pourquoi il y a des balais et des balcons ». Il est devenu sceptique. « J'ai compris que ce qu'on

nous raconte à la télévision, à la radio, c'est n'importe quoi ! Le monde est hostile, on est des moutons et je n'ai pas envie d'être un mouton. »

« Beaucoup de gens rigolaient lorsque l'on parlait de survialisme. Aujourd'hui, ils achètent des terres. » Paul, la cinquantaine, fringant, est enveloppé dans une douilaine noire aux motifs fluo japonais. Il est médecin. Un jour, il a compris qu'il fallait se protéger. « Tout se comprime, tout se resserre, explique-t-il. On est passé au stade où le danger est tellement réel qu'il est palpable pour bien plus de personnes qu'auparavant. » Paul n'aime pas qu'on le définisse comme un survivaliste et se voit plutôt comme quelqu'un qui s'adapte face à une catastrophe écologique et économique. Avec trois de ses amis, il se prépare tranquillement à la fin du monde, dans une maison de campagne à 200 kilomètres au nord de Paris.

LE PIRE DES SCÉNARIOS

« On va devoir faire des rondes pour se protéger, mettre en place des systèmes d'alarme avec des clochettes pour nous réveiller la nuit », anticipe Paul d'un air inquiet. « Je m'entraîne jusqu'à plusieurs fois par mois », précise Frédéric. Il possède différents types d'armes tels que des fusils de chasse ou des revolvers. Ce matin-là, sur le terrain de campagne à deux pas de sa maison, il initie au tir son ami Mahieu. Les survivalistes veulent retrouver des gestes anciens,

partir dans la nature, fuir à la campagne, cultiver leur jardin, avoir un puits, être autonomes et résilients. Une fois qu'ils ont construit des réserves, ils doivent se préparer à protéger leur maison, leurs stocks d'alimentation, leurs puits ou leurs poules. Dans le pire des scénarios, ils s'attendent à voir déferler des hordes affamées à la recherche de nourriture. Selon le sociologue Bertrand Vidal, auteur de *Survivalisme* aux éditions Arké, ils seront des fournis qui devront se protéger des zombies.

« Le terme "zombie" signifie celui qui mange trop, qui est soumis à la consommation, ou l'informaticien trop attaché au consumérisme, celui qui n'a pas fait ses réserves et qui n'est plus autonome. »

7000 SURVIVALISTES FRANÇAIS

Les armes, très présentes dans la communauté même si elles sont parfois gardées secrètes, peuvent aussi être destinées à la chasse. Jennie a créé son groupe Facebook pour aider des femmes à devenir survivalistes. Elle possède aujourd'hui un fusil de chasse, mais pas pour l'auto-défense : « J'ai dans l'idée qu'un jour, il faudra qu'on chasse pour trouver à manger. » On compte environ 7000 survivalistes français, estime Bertrand Vidal. Ce mouvement, qui a émergé dans les années 1960 aux États-Unis, s'est développé véritablement en 2012, en concomitance avec la fin du monde annoncée par le calendrier maya, et il tend à se démocratiser. En France, de plus en plus d'ouvrages sont consacrés au sujet, et des émissions de télévision liées à ce mouvement le popularisent, comme *Koh Lanta* ou *The Island*. Depuis 2018, un salon du survialisme se tient chaque année à Paris, porte de la Villette.

DE LA NOURRITURE POUR SIX MOIS

Dans sa maison de campagne, Frédéric stocke de la nourriture pour six mois, rangée dans une armoire en bois massif située au fond du garage. On y trouve des conserves de thon, de pain, des sachets de pâtes alimentaires, de riz, de la péchla royale, un gros bidon d'huile, des rouleaux de papier toilette. De l'autre côté de la pièce, sur une étagère en bois, des bombes d'eau sont rangées en ordre de bataille, juste à côté de la machine à laver. À Troyes, en plein milieu des champs, Jennie,

En attendant l'ennemi, ce « danger (...) tellement réel qu'il est palpable », ces deux survivalistes s'entraînent au maniement des armes.



55

Avril 2020

son mari et leurs deux enfants de six et sept ans entièrement avec soin leur potager. Dans leur jardin, ils cultivent des pommes de terre, des betteraves, des tomates, à côté des pommiers, des châtaigniers et des pêcheurs. « *C'est le jardin qui nous fait vivre. On a choisi notre maison pour cette raison* », précise-t-elle. Le terrain compte aussi deux puits, et le couple s'est équipé d'un filtre à eau. Dans la cave, on trouve un stock de nourriture pour tenir entre trois et six mois.

COUVEAU SUISSE ET ANTISEPTIQUE

Paul, lui, pratique la permaculture avec ses quatre amis. Un poulailler est en construction, et ils prévoient de se lancer aussi dans l'élevage de lapins. « *On revient au temps de ma grand-mère, on a tout le matériel pour faire les conserves : on fera du poulet basquaise, qu'on va stériliser et qu'on pourra manger l'hiver. On a fait des stocks de pâtes et de riz, on jette du saumon et on fait pousser des plantes aromatiques dans une serre de 120 m².* » Pour l'instant, l'eau est distribuée par la collectivité, mais une pompe a été prévue. « *On prend des douches gratuites, à l'eau du puits, mais dans une maison avec tout le confort!* » Le gros chantier, ce sont les panneaux solaires. Paul a prévu d'en installer 40 de 400 watts. Quant au chauffage, il a une réserve de bois pour trois ans.

Dans sa maison de campagne, qu'il considère comme son « *lieu de secours* », Frédéric, lui aussi, vise l'autonomie totale. Il a accumulé des pièces de or et d'argent « *qui valent plus que les billets de banque. Cela [me] permettra de faire du troc contre une vache, par exemple, lorsque les billes ne vaudront plus rien.* »

Assurer sa survie, c'est aussi être capable de quitter sa maison à tout moment. C'est pourquoi les survivalistes ont, en général, à portée de main un sac contenant le kit indispensable pour vivre dans la nature. Jeanne a déjà préparé le *Big out Bag* pour toute sa petite famille : « *Le sac est prêt à être mis dans la voiture. Mais j'imagine que si on doit*

travailler pour une raison x ou y et qu'on ne peut plus rentrer, il faudra partir à pied », estime-t-elle. Dans son sac, on trouve une trousse de secours, de quoi faire du feu, une carte d'orientation, une pince à épiler, un couteau suisse, des compresses et une solution d'argent colloïdal comme antiseptique.

Comment Frédéric, Paul et Jeanne ont-ils basculé dans ce mode de vie teinté de paranoïa ? « *Le survivalisme est avant tout un angosisme, estime Bertrand Vidal. Ce ne sont pas des moutons de la société, ils sont plutôt dans la méfiance que dans la défiance.* » Pour Jeanne, avoir été militaire n'a rien à voir avec son passage au survivalisme. « *En 1999, lorsque je me suis engagée dans l'armée, on attendait parler du survivalisme au temps de la guerre froide. Jusque'en 2015, je n'étais pas du tout ouverte à tout ça.* » Sa conversion

« Les pièces d'or me permettront de faire du troc contre une vache ne vaudront plus rien »

Frédéric, survivaliste

son niveau, contre la crise climatique. « *Au lycée, dans les années 1980, je me sentais pas concerné, c'était si loin 2100!* Mais depuis le nouveau rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ndlr), on sait que l'horizon est désormais 2030 et je me sens impliquée. »

« ILS SE SONT GAVÉS AVEC MON PIGNON »

« *C'est plus simple que ça, c'est juste une volonté d'anticiper l'avenir. Je suis né à la campagne, ma grand-mère avait des toilettes sèches. On faisait un trou dans la terre et on s'étranglait avec du papier journal.* » Paul était patron d'une discothèque, qu'il a revendue en 2001, avant l'éclatement de la bulle Internet. Mais suite à un krach boursier et aux mauvais conseils de son banquier, il a perdu beaucoup d'argent. « *J'avais fait des placements en Bourse et ils se sont gavés avec mon pignon.*



Dans le garage de Frédéric, on trouve de quoi tenir un siège et survivre en famille lorsque la catastrophe arrivera.

J'ai perdu 90 % de ce que j'avais. » Avec un ami permaculteur, qui était condomier à l'époque, Paul a appris à vivre en autarcie. « *Je me suis mis à lire des livres et à regarder des vidéos sur la survie* », se souvient-il. Selon Frédéric, avoir un stock de livres est important pour un survivaliste. De son cahas blanc aux lamelles rouges, il sort quelques lectures telles que *Les Cavaliers de la pyramide* de Serge Brusso, *D-Day et la bataille de Normandie* d'Anthony Bevor, ou encore *Le Trône de fer* de George R.R. Martin.

« PROCHE DE L'EXTRÊME DROITE »

Cette obsession du repli sur soi peut parfois dériver vers des positions franchement hostiles, voire d'extrême droite. « *Il y a eu les chrétiens d'un côté et les musulmans de l'autre lorsqu'ils vont venir nous envahir* », assure Frédéric, qui prophétise rien de moins qu'une guerre de religion en France en raison des migrants africains.

Selon Bertrand Vidal, « *une partie du survivalisme français proche de l'extrême droite est dirigée depuis les États-Unis par Vol West, un fanzombone, et depuis la Suisse par Piero San Giorgio, proche d'Alain Soral, idéologue d'extrême droite. Il s'agit de designer des "ennemis" et pour Piero San Giorgio, c'est l'immigré. Les survivalistes sont considérés comme des paranos. Ils sont organisés et ne se voient pas comme les fous que les médias nous présentent. Ce sont des personnes en quête d'identité, c'est une population qui consomme énormément de produits culturels tels que les films d'aventures, la télé-réalité, les jeux vidéo. Ils sont*

bien intégrés dans la société, ce ne sont pas des exclus. Ils vont se prendre en charge eux-mêmes, apprendre l'auto-médication ; ils ne veulent pas être relégués à un réseau électrique. Certains sont en couple, d'autres sont célibataires ou mariés avec des enfants à qui ils transmettent le survivalisme. »

L'inventeur de ce concept, Kurt Saxon, un libertarien proche de groupuscules comme le parti néonazi américain et l'Église de Satan dans les années 1970, a été inculpé pour incitation au terrorisme. Il est l'auteur de livres tels que *The Poor Man's James Bond*, qui décrit les méthodes de préparation de bombes artisanales contre l'ennemi, ici le communiste et les minorités.

Pourtant, certains d'entre eux se disent apolitiques, comme Paul, qui « *lit de tout* », des livres sur Pierre Jouanović, Michel Onfray, des revues catholiques, féministes, etc. D'après Jeanne, il y a un peu de tout dans cette communauté. « *Certains sont dans un mal-être, je me méfie.* » Attirée par Europe écologie les verts, Jeanne a finalement été déçue par cette « *écologie de comptoir* ». Elle a même pensé un moment s'investir dans le mouvement Extinction Rebellion. « *J'avais une colère énorme en moi, j'étais un peu hors de question que je me fasse ébouriffer ou que j'aille en prison! Je me protège, je veux simplement changer de vie et préparer au mieux mes enfants.* » **2**

* Les pronoms ont été modifiés.

SAINTE ALLIANCE POUR LA PLANÈTE

Lors de la dernière réunion de l'Académie pontificale des sciences (PAS), les 6 et 7 février 2020, le pape François intégrait la question de la crise climatique dans le Pacte éducatif mondial. Le climatologue Veerabhadran Ramanathan, professeur à l'université de Californie à San Diego et membre de cette académie, s'est réjoui de ce « *santien* » de poids vers une nécessaire « *révolution mondiale* ». Le chercheur indien a rejoint le PAS en 2012 pour élaborer une stratégie originale de lobbying, « *La clé pour résoudre le problème* [du réchauffement climatique] est que les universitaires forment des alliances avec les religions », explique celui qui plaide pour une « *alphabétisation climatique du berceau à la tombe* ». Lancé en septembre 2019, le Pacte éducatif mondial du pape François vise à créer « *une humanité plus fraternelle* » dans ces périodes de crise. **9** SB.

DEVOIR DE DÉSOBÉISSANCE

Christiana Figueres, l'ancienne secrétaire aux Nations Unies sur les changements climatiques, appelle à une mobilisation de masse face à la crise écologique. Dans son dernier livre, *Inventions notre avenir*, elle affirme que « *la désobéissance civile n'est pas qu'un choix moral, c'est aussi le moyen le plus puissant de façonner la politique à travers le monde* ». Celle qui a participé à l'élaboration de l'Accord de Paris sur le climat soutient l'action d'activistes comme Extinction Rebellion et Greta Thunberg. Son message fait écho à l'appel des 1 000 scientifiques qui, dans une tribune dans *Le Monde* du 20 février 2020, assurent que « *la rébellion est nécessaire* ». **9** AA.

ARCHÉ DE NOÉ VÉGÉTALE

Des dizaines de milliers d'échantillons ont rejoint, mardi 25 février 2020, la plus grosse réserve mondiale de graines. Située entre la

Norvège et le pôle Nord, dans l'archipel du Svalbard, cette banque génétique renferme plus d'un million d'espèces et pourra en

accueillir jusqu'à 4,5 millions. Riz, blés, variétés de pommes sauvages, ou encore mais sacrés des Indiens Cherokee sont désormais inscrits à l'inventaire de cette « Arche de Noé végétale ». Elle permettra de sauver des espèces menacées d'extinction. **9** JMT.

UN FLEUVE S'ÉVAPORE

Selon la revue américaine *Science*, le débit du fleuve Colorado a diminué de 20 % en un siècle à cause du réchauffement climatique. La fonte prématurée des glaces et une évaporation plus importante ont entraîné la perte de 1,5 milliard de tonnes d'eau, soit la consommation annuelle de 10 millions d'États-Unis. Le fleuve, qui alimente 40 millions d'habitants répartis sur sept États, perdra jusqu'à 9 % de débit par degré Celsius supplémentaire. **9** JR.



Photo : Juliette Povy

ÉCOUTEZ-LES !

À l'appel de plusieurs dizaines de collectifs de gilets jaunes et d'écologistes, le samedi 21 septembre 2019, une marche pour le climat a rassemblé plus de 15 000 personnes aux abords du jardin du Luxembourg, à Paris. Leur mot d'ordre : « *Écoutez les scientifiques* ». **TM**.

250%

des tweets sur le climat ont été écrits par des « bots » climatosceptiques durant la semaine où les États-Unis ont annoncé leur retrait de l'accord de Paris, selon une étude de l'université américaine de Brown.

Directeur de la publication

François Longérimas

Rédaction en chef

Julia Deek
Tatiana Keldouline
François Longérimas
Fidel Novenuel

Correction

Valérie Cabridens
Jacqueline Perregallo

Service photo

Julien Daniel
Guillaume Hebbaut

Direction artistique

Martine-Jeanne Billot
Émeric Therond

Développement web

Aline Héau

Rédacteurs en chef

Isabelle Deroyen
Sinebad Hammoucha

Rédacteurs

Amhe Abselli
Thibault Argenti
Sara Bencheou
Alexis Corer
Tiphaine Cromet
Isabelle Deroyen
Isabelle Gratien
Isabelle Heffner
Sinebad Hammoucha
Brigitte Jannois
Nabil Knadel
Mathieu Laurent
Maud Martin
José Martínez Teruel

Théâtre

Thodée Mougin
Thierry Moutou
Sanela Nesic
Lilas Papy
Thibault Riots
Julien Ronsseau
Juliette Rousseau
Yann Thénot

Premiers secrétaires de rédaction

Laurent Chitriot
Cassandra De Noguiera
Marie-Aude Terrien

Secrétaires de rédaction

Manuel Borrás
Ardelle de Mot
Laurie Devalay
Marthe Pilyvan

Web

Clara Noël
Aline Héau

Correcteurs

Marie-Aude Guéronnet-Manhès
Dominique Laboy
Sylviane Méthi
Fatima Neger
Marie Valécde

Photographes

Philémon Barbier
Sopha Bechar
Audrey Delaporte
Marron Esquerre
Élodie Lacombe
Paloma Laudet
Pau Lemaire
Léonor Lumineau
Patrick Morhe
Carmille Nivolllet
Juliette Povy
Nectalya Sapruneva

Conception graphique

Clara Delboé
Kenzo Lauridt
Jane Mery

Graphistes

Elisa Carré
Anne-Fleur Colard
Leslie Courbon
Clara Delboé
Léonard Passier
Sopha Bechar
Marie-Thérèse Gomez
Kenzo Lauridt
Jane Mery
Clara Noël
Aurélia Mutel
Hélène Prigent

Infographie

Anne-Fleur Colard
Leslie Courbon

Illustration

Elisa Carré
Clara Delboé
Marie-Thérèse Gomez
Kenzo Lauridt
Jane Mery
Clara Noël
Hélène Prigent

Motion design

Laurent Fossier

Web

Clara Noël
Aline Héau
Community design manager
Aurélia Mutel

